

# L'ÉCHO DU KÉPI

Bulletin d'information de l'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie



[www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)



## DOSSIER SPECIAL

• Les gendarmeries  
sur INTERNET

Retrouvez-nous sur  
[twitter.com/aamfg](https://twitter.com/aamfg)



Retrouvez-nous sur  
[www.facebook.com/AAMFG.fr](https://www.facebook.com/AAMFG.fr)



**LA GLACERIE**

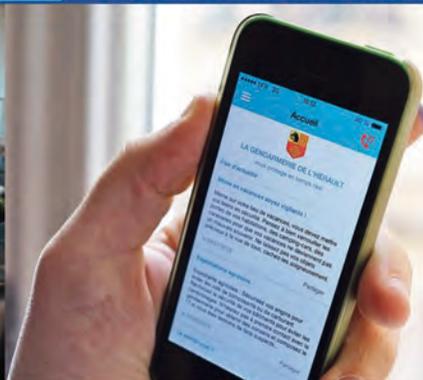
Vendredi 12 septembre 2014

**INAUGURATION  
GENDARMERIE  
DE LA GLACERIE**

**PSPG D'AVOINE**



**UN GIGN DES  
CENTRALES  
NUCLÉAIRES**



## Dossier Spécial : Internet

■ **Nous contacter :**  
nos bureaux,  
nos adresses...

17



■ ÉDITO de la Présidente .....	3
■ L'AAMFG conviée aux Invalides .....	4
■ L'AAMFG conviée pour Ste Geneviève .....	6
■ L'AAMFG conviée à la remise des Sabres .....	8
■ Bernard Cazeneuve .....	10
■ L'AAMFG et la gendarmerie d'Outre-Mer .....	14
■ Le Colonel Anne Fougerat .....	16
■ <b>Dossier Spécial : Internet</b> .....	18
■ Les actualités de la gendarmerie .....	34
■ Notre BULLETIN D'ADHÉSION.....	48

**L'ECHO**  
du Képi  
Semestriel Edition 2014/2015  
Revue Officielle  
de  
**L'ASSOCIATION D'AIDE AUX  
MEMBRES ET FAMILLES DE  
LA GENDARMERIE**  
siège social : Rue du Puy du Goth  
23210 BENEVENT-L'ABBAYE

**SAP** Service Administratif Publicitaire  
565, Avenue du Prado 13008 Marseille  
Tél. 0800 746 574 - Fax : 0800 746 554  
Mail : secretariat@sap-editions.fr  
N° de tva intracom. : FR31 797 511 276 00017

Impression  
**MEDIA PRINT**  
ZAC St Martin 23, rue Benjamin Franklin  
84120 PERTUIS  
Tél. 04 90 68 65 56 | 04 86 85 51 24

Crédits photos :  
Ch. Dubois, Florian Leroy, Ch.M,  
Absolut-vision, All free, DR.  
Toute erreur ou omission, étant involontaire, ne peut engager  
la responsabilité de SAP

Retrouvez-nous sur  
[twitter.com/aamfg](https://twitter.com/aamfg)

Retrouvez-nous sur  
[www.facebook.com/AAMFG.fr](https://www.facebook.com/AAMFG.fr)

# AAMFG

ASSOCIATION D'AIDE AUX MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE  
siège social : Rue du Puy du Goth - 23210 BENEVENT-L'ABBAYE

**Vous appréciez l'Écho du Képi ?  
Vous souhaitez réagir à un article ?  
Echanger, discuter, nous faire part  
de vos envies et besoins ?**

**Alors connectez-vous sur [www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)  
et cliquez sur [Devenir Membre].**  
Ensuite il vous suffit de remplir le formulaire  
et vous disposerez de toutes les fonctionnalités du site.

**NOUVEAU SITE**

**Encore plus d'actualités**



Flashez ce QR code  
et retrouvez-nous sur

facebook

[www.facebook.com/AAMFG.fr](http://www.facebook.com/AAMFG.fr)



Flashez ce QR code  
et retrouvez-nous sur

twitter

[twitter.com/aamfg](https://twitter.com/aamfg)

The screenshot shows the homepage of the AAMFG website. At the top, there is a navigation menu with links for Accueil, AAMFG, Actualités, Communiqués, Photos, Vidéos, Echo du Képi, Votre publicité, and Votre délégué Régionale. The main header features the AAMFG logo and the text "Association d'Aide aux Membres & Familles de la Gendarmerie". Below this, a banner reads "Bienvenue sur le site de l'AAMFG". The page is divided into several sections: "Rejoignez-nous" with a Facebook icon, "L'ÉCHO DU KÉPI" with a "DECOUVRIR NOTRE REVUE D'INFORMATION" button, "COMMUNIQUÉS" with a news item dated "Le 7 mars 2014" about the "Assemblée Générale de l'AAMFG du 1er Mars 2014 à GUÉRET (23)", and "DERNIÈRES NEWS ..." with two news items: "Le 26 mars 2014" about "1500 garages cambriolés" and "Le 27 mars 2014" about "Yonne: la gendarmerie dispose d'un véhicule avec un radar embarqué".

A stack of several "L'ÉCHO DU KÉPI" bulletins. The top bulletin features a photo of a blue Gendarmerie patrol car with "JDK" on the side. Below it, another bulletin shows a close-up of a hand holding a document. The bottom bulletin has a photo of two Gendarmes in uniform and a "DOSSIER SPECIAL" section titled "Les risques Psycho-Sociaux". The bulletins also include the AAMFG logo and contact information.



[www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)

## L'évolution des moyens d'interventions et d'investigations de la **gendarmerie**



Elle a su suivre, d'un point de vue professionnel, les évolutions sociétales et technologiques de notre époque. Cette capacité d'adaptation, véritable atout de la gendarmerie, permet de lui garantir une efficacité perpétuelle, reconnue unanimement.

Facebook, Twitter, applications pour smartphone sont aujourd'hui pour la gendarmerie des outils de prévention et d'investigation pour lutter contre la délinquance et la cybercriminalité. Les traces numériques que nous laissons sur la toile au quotidien constituent un véritable vivier d'informations et de preuves, bien utile à nos gendarmes.

Au-delà de ces avancées numériques, il faut appréhender la situation des moyens fournis aux gendarmes et à leur famille dans leur ensemble. Les efforts budgétaires pour 2015, la hausse sensible des effectifs, la feuille de route du Général Favier, le droit aux groupements professionnels (ou autrement dit « syndicat ») reconnu par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, marquent la fin de la disette « gendarmique » et un tournant historique dans le fonctionnement interne de l'institution.

Nous constatons effectivement une volonté du gouvernement de doter la gendarmerie de nouveaux moyens technologiques pour répondre à une criminalité en pleine mutation mais ces nouvelles mesures ne visent essentiellement que l'opérationnalité technique des gendarmes. Elles n'abordent que partiellement voir superficiellement les conditions dans lesquelles elles s'appliquent (conditions de travail et conditions de vie).

Le Ministre de l'Intérieur, M.Cazeneuve, a annoncé pour le budget 2015, 70 millions d'euros pour la réhabilitation du parc immobilier tandis que des bureaux d'études civils mettent en évidence un besoin annuel de 200 millions d'euros pour des constructions de casernes ou des réhabilitations lourdes et de 100 millions d'euros pour la maintenance lourde, soit au total 300 millions d'euros par an.

En effet, le parc domanial a atteint aujourd'hui un niveau de vétusté qui marque un décalage flagrant avec le parc des collectivités locales ou le parc locatif hors caserne. Dans certaines casernes les conditions de vétusté, d'insalubrité et d'humidité sont telles qu'elles pèsent lourdement sur les conditions de travail et la qualité de vie des militaires de la gendarmerie et de leur famille. On estime qu'il sera nécessaire de remettre en état près de la moitié des casernes domaniales, celles qui ont plus de 40 ans, soit 429 casernes sur 730, au cours des cinq prochaines années. Le coût de cette remise en état serait de l'ordre de 1 milliard d'euros sur cinq ans.

Nous sommes donc encore bien loin de pouvoir rétablir l'équité des conditions de vie et de travail entre les gendarmes. Nonobstant ce constat, le gouvernement, par cette nouvelle dotation, permet au moins de ralentir la déliquescence du parc immobilier domanial.

L'AAMFG a, à maintes reprises, interpellé le gouvernement sur ce sujet en soulignant son caractère d'urgence et nous espérons que ces efforts budgétaires ne seront que les prémices d'une solution durable.

*Mme NOEL, Présidente de l'association.*





# L'AAMFG CONVIÉE AUX INVALIDES

## CÉLÉBRATION DE LA SAINTE GENEVIÈVE

Comme chaque année, dans toute la France, les gendarmes célèbrent leur sainte patronne. À Paris, la cérémonie s'est déroulée lundi 1er décembre aux Invalides.



# L'AAMFG CONVIÉE À LA CÉLÉBRATION DE LA SAINTE-GENEVIÈVE, LE LUNDI 1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 2014 À PARIS

“ ...vous répondez toujours présents, et nos concitoyens savent qu'ils peuvent compter sur vous. Votre fameux képi (ou les coiffures qui se sont succédées depuis) est une présence familière et un point de repère !

**C**omme chaque année, dans toute la France, les gendarmes célèbrent leur sainte patronne. À Paris, la cérémonie s'est déroulée lundi 1<sup>er</sup> décembre aux Invalides.

La traditionnelle célébration de la Sainte-Geneviève, organisée ce lundi 1<sup>er</sup> décembre à Paris, a débuté par la messe célébrée en la cathédrale aux armées Saint-Louis des Invalides par Dominique Arz, aumônier en chef adjoint pour la gendarmerie du culte catholique. Il était entouré des aumôniers en chef adjoints pour la gendarmerie des cultes musulman et protestant, du prêtre orthodoxe référent de la gendarmerie ainsi que des aumôniers venus de toutes les régions de France.

Après la cérémonie religieuse, les autorités, les personnels et les amis de la gendarmerie présents se sont dirigés vers la salle Turenne du musée de l'Armée afin d'assister à l'allocution prononcée par monsieur Thierry Lataste directeur de cabinet du ministre (en l'absence du ministre de l'Intérieur retenu).





Dans son discours, rappelant les valeurs partagées par les gendarmes, monsieur Thierry Lataste a d'abord eu une pensée toute particulière « pour ceux qui nous ont quittés, tombés en mission, au service de leur pays, et une pensée pour leurs proches – leurs conjoints, leurs parents et leurs enfants – qui doivent continuer à vivre malgré cette absence ».

Il a tenu à souligner que « vous répondez toujours présents, et nos concitoyens savent qu'ils peuvent compter sur vous. Votre fameux képi [ou les coiffures qui se sont succédées depuis] est une présence familière et un point de repère ! ». Enfin, il a souhaité exprimer toute sa gratitude et celle du ministre de l'Intérieur pour l'action menée. « Soyez assurés de notre ferme soutien dans l'exercice exigeant de vos missions, et de notre totale détermination à lutter, à vos

côtés, contre toutes les formes d'insécurité ». Il a enfin souhaité une très belle fête de la Sainte-Genève à l'ensemble du personnel de l'Institution. Cette cérémonie a été l'occasion pour l'association de pouvoir s'entretenir avec les différentes autorités présentes. Murielle NOEL présidente de l'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie très sensible à cet honneur, remercie bien sincèrement le général d'armée Denis FAVIER directeur de la gendarmerie nationale de son aimable invitation. Elle félicite chacun des participants pour cette magnifique et touchante cérémonie.



# L'AAMFG

## CONVIÉE À LA CÉRÉMONIE DE REMISE DES SABRES LE VENDREDI 28 NOVEMBRE 2014 À L'EOGN DE MELUN



**Vendredi 28 novembre 2014**, monsieur  
Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur,  
a présidé la cérémonie de remise des sabres  
aux élèves-officiers de la 121<sup>e</sup> promotion de l'EOGN  
à Melun (77 – Seine-et-Marne).



**A**ccueilli par le général d'armée Denis Favier, directeur général de la gendarmerie nationale, le ministre a assisté, sur la place d'armes de l'École des officiers de la gendarmerie nationale, à la remise solennelle des sabres aux 114 élèves-officiers de la 121<sup>ème</sup> promotion.

Le sabre symbolise la droiture et l'exercice du commandement. Le cérémonial qui entoure sa remise est riche de sens. Cet adoubement marque l'entrée des aspirants dans le corps des officiers et incarne aussi la transmission des valeurs, la vocation de service et l'humilité, trois piliers de l'état d'officier.

Évoquant les événements de Sivens, le ministre de l'Intérieur a rappelé : « l'action des forces de l'ordre n'a qu'un objectif : faire appliquer la loi républicaine, protéger les personnes et les biens ». Exprimant à nouveau sa confiance et son soutien à la gendarmerie nationale, il a rendu un hommage appuyé au directeur général.

Il a aussi insisté sur les nombreux défis que les gendarmes ont à relever tout en assurant que les annonces concernant les budgets et les matériels « seront concrétisées ».

Rappelant le prix payé par les gendarmes sur le terrain, il a eu une pensée pour tous les tués et blessés dans l'exercice de leurs fonctions. Au cours de la cérémonie, il a décoré deux gendarmes blessés de la médaille de la gendarmerie nationale. A l'issue, il a signé le « livre des promotions » soulignant la grandeur et le dévouement de la gendarmerie.

Murielle NOEL présidente de l'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie très sensible à cet honneur, remercie bien sincèrement le général d'armée Denis FAVIER directeur de la gendarmerie nationale de son aimable invitation. Elle félicite chacun des participants pour cette magnifique et touchante cérémonie.

En ce moment solennel, elle formule des vœux de réussite pour chacun de ces nouveaux officiers.



# CAZENEUVE AUX ÉLÈVES GENDARMES IL FAUT « TIRER LES ENSEIGNEMENTS DES MANIFESTATIONS RÉCENTES »

**L**e ministre de l'Intérieur a déclaré qu'il fallait « tirer les enseignements qui s'imposent » après les manifestations comme celle de Sivens, où le jeune Rémi Fraisse a trouvé la mort.

Pour Bernard Cazeneuve, il faut tirer les leçons des « manifestations récentes ». (archives).

PAR LA RÉDACTION NUMÉRIQUE DE RTL, AVEC AFP PUBLIÉ LE 28/11/2014 À 21:18

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve s'exprimait ce vendredi 27 novembre lors de la cérémonie de « remise des sabres » aux élèves de l'école des officiers de la gendarmerie nationale à Melun. Il a déclaré qu'il fallait « tirer les enseignements qui s'imposent » après les « manifestations récentes », notamment à Sivens.

“ Il faut « faire évoluer nos matériels pour nous adapter à ces nouveaux contextes, tout en garantissant avec toujours plus d'efficacité la sécurité des gendarmes engagés sur le terrain

Selon le ministre, il faut « mieux prendre en compte les nouvelles formes de contestation radicale qui se développent ». Il faut « **faire évoluer nos matériels pour nous adapter à ces nouveaux contextes**, tout en garantissant avec toujours plus d'efficacité la sécurité des gendarmes engagés sur le terrain », a déclaré Bernard Cazeneuve.



## ► CAZENEUVE AUX ÉLÈVES GENDARMES IL FAUT « TIRER LES ENSEIGNEMENTS DES MANIFESTATIONS RÉCENTES »

### « SOUTIEN » À LA GENDARMERIE

Mi-novembre, le ministre de l'Intérieur avait annoncé l'interdiction des grenades offensives à l'origine du décès de Rémi Fraise tué lors d'une manifestation le 26 octobre, sur le site du barrage contesté de Sivens (Tarn).

“L'action des forces de l'ordre n'a qu'un objectif : **faire appliquer la loi républicaine, protéger les personnes et les biens**”, a-t-il ajouté, précisant que les missions de sécurité « sont particulièrement exigeantes et doivent être menées avec sécurité et confiance ».

« Face aux attaques qui ont cherché, ces dernières semaines, à salir son honneur, il était de mon devoir **d'exprimer à nouveau ma confiance et mon soutien** à la gendarmerie nationale et de rappeler son attachement profond aux valeurs de la République », a poursuivi le ministre.

### RÉHABILITATION DU PARC IMMOBILIER DE LA GENDARMERIE

Il a rendu un hommage appuyé au directeur général de la gendarmerie nationale, le général Denis Favier, qui « porte haut les couleurs de la gendarmerie » et qui est un “**avocat redoutable lorsqu'il s'agit de défendre le budget de la gendarmerie nationale**”.

Par ailleurs, le ministre a annoncé l'adoption d'un plan de réhabilitation du parc immobilier de la gendarmerie, **de l'ordre de 70 millions en 2015**, « permettant la reprise des investissements et le lancement d'une trentaine d'opérations de réhabilitation lourdes ».



Crédit : JEAN-FRANCOIS MONIER / AFP

“ Face aux attaques qui ont cherché, ces dernières semaines, à salir son honneur, il était de mon devoir d'exprimer à nouveau ma confiance et mon soutien à la gendarmerie nationale et de rappeler son attachement profond aux valeurs de la République



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## POLICE, GENDARMERIE : LE BUDGET 2015 A ÉTÉ VOTÉ

.....

“ S’il a concédé que «ce budget ne réglera pas tout, notamment car la RGPP a laissé des empreintes fortes», le député apparenté PS Yves Goasdoué a affirmé que «budget après budget, nous redressons la barre».

.....

**L**Assemblée nationale a adopté le budget 2015 de la police et de la gendarmerie, et prolongé jusqu’à fin 2017 la possibilité que les collectivités locales participent au financement de l’immobilier de la police, de la gendarmerie et de la justice.

Socialistes, écologistes et radicaux de gauche ont voté en première lecture pour les crédits 2015 de la mission Sécurités (police, gendarmerie, sécurité civile, sécurité routière), saluant notamment «le renforcement des moyens humains après des années de réduction d’effectifs».

Le Front de Gauche s’est abstenu au motif que «les efforts même réels ne remédient pas à l’insuffisance récurrente de moyens», mais son orateur Gabriel Servile a voté pour, devant «l’écoute attentive dont bénéficie la Guyane».



Le ministre de l’Intérieur Bernard Cazeneuve. Photo archives AFP



## ▶ ASSEMBLÉE NATIONALE POLICE, GENDARMERIE : LE BUDGET 2015 A ÉTÉ VOTÉ

UMP et UDI ont voté contre un budget «d'affichage». «Les plus cachent pas mal de moins et votre budget est à l'image de votre politique (...) dont les résultats ne sont pas à la hauteur de vos discours», a ainsi déclaré l'UMP Guy Geoffroy.

Sur ce budget figurant dans les priorités gouvernementales, le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve a souligné que les crédits étaient globalement en hausse (+0,5% pour la police à 9,69 milliards d'euros et +0,4% à environ 8 milliards pour la gendarmerie) sur fond d'«effort historique» de réduction des dépenses et que des postes seraient à nouveau «recrétés», 405 en additionnant police et gendarmerie.

Il a insisté sur «la volonté du gouvernement de préserver la capacité opérationnelle des forces de sécurité», et ce «dans un contexte de menaces sérieuses et multifformes», mais aussi sur «la parole honorée» pour améliorer les conditions matérielles de vie et de travail des personnels de sécurité.

S'il a concédé que «ce budget ne réglera pas tout, notamment car la RGPP a laissé des empreintes fortes», le député apparenté PS Yves Goasdoué a affirmé que «budget après budget, nous redressons la barre».

Le gouvernement a fait adopter un amendement rétablissant, jusqu'en 2017, la possibilité pour les collectivités territoriales de maintenir leur engagement

dans le financement de l'immobilier de la police, la gendarmerie nationale des forces de sécurité.

L'objectif est de ne pas remettre en cause plusieurs projets immobiliers en cours de montage voire programmés, par exemple pour la police à Torcy, Corbeil-Essonnes et Sarcelles, ou à Deuil-la-Barre et Digne-les-Bains. Sans ce dispositif, le ministère devrait financer seul 131 millions d'euros sur cinq ans, a souligné M. Cazeneuve.

“ Le gouvernement a fait adopter...la possibilité pour les collectivités territoriales de maintenir leur engagement dans le financement de l'immobilier de la police...”

L'UMP, qui a voté l'amendement, s'est demandé s'il ne faudrait pas pérenniser cette procédure.

Des orateurs de droite mais aussi de gauche se sont montrés préoccupés du «malaise» des forces de sécurité, évoquant plus de 40 suicides de policiers

et gendarmes depuis début 2014.

Présent dans les esprits, le décès de Rémi Fraisse sur le site du barrage de Sivens (Tarn) a été évoqué indirectement. L'orateur des radicaux de gauche Stéphane Claireaux, après une référence aux grenades offensives dont le ministre a suspendu l'usage, a plaidé pour «former parfaitement» les forces de l'ordre aux moyens de défense dont elles disposent.



# L'AAMFG ET LES COMMANDANTS DE GENDARMERIE OUTRE-MER



La semaine  
du 3 novembre  
2014 s'est tenu le  
séminaire annuel  
des commandants  
de gendarmerie  
oultre-mer



L'AAMFG, était quant à elle conviée à l'occasion de ce séminaire, à venir partager un moment de convivialité avec les participants le jeudi 6 novembre, autour d'un cocktail

dînatoire organisé salle Valmy à la caserne Kellermann. C'est avec enchantement que Murielle NOEL présidente de l'AAMFG, et Fabienne GOESLIER-CHALLES vice-présidente de l'AMFG, ont pu échanger avec les différents COMGEND présents.

Murielle NOEL, et Fabienne GOESLIER-CHALLES ont pu faire connaissance et s'entretenir avec chacun d'entre eux. Les problématiques rencontrées en outre-mer ne sont pas tout à fait les mêmes qu'en métropole, mais le soutien des familles est aussi fort.

Différentes problématiques ont pu être évoquées avec les COMGEND selon leur lieu d'affectation et les difficultés que rencontrent les familles dans leurs affectations. Cet échange leur a permis à elles aussi d'appréhender les différentes problématiques liées aux affectations et au travail en outre-mer.



Murielle NOEL remercie bien sincèrement le général Bertrand SOUBELET de son aimable invitation, ainsi que les différents COMGEND pour leur écoute et leur disponibilité pour travailler avec l'association.





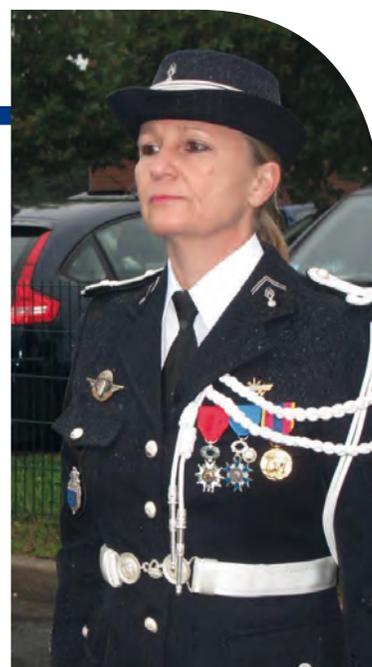
# LE COLONEL ANNE FOUGERAT À LA TÊTE DES GENDARMES

ACTUS | ACTUS | ACTUS | ACTUS |

**Elle est la seule femme à la tête d'un groupement de gendarmerie en France actuellement.**

**Le colonel Anne Fougerat**, 49 ans, a pris officiellement le commandement du groupement de Seine-et-Marne hier matin à Melun. Une prise d'arme effectuée sous une pluie battante. Arrivée en août dernier, elle dirige 960 gendarmes. L'enjeu est de taille dans un département où « *la gendarmerie couvre plus de 300 des 514 communes et les trois-quarts du département en superficie* », selon le préfet Jean-Luc Marx, qui a salué son installation « bien arrosée ! » En fonction depuis un mois et demi, Anne Fougerat expose ses objectifs : « *Notre activité est très soutenue en matière de délinquance.*

*Je souhaite particulièrement travailler en prévention avec les victimes potentielles, particuliers, commerçants, agriculteurs... pour dissuader les auteurs. Je souhaite aussi consolider le dispositif existant – déjà important – en matière de sécurité routière. Nous allons faire en sorte de réduire le nombre de victimes de la route par des actions de prévention et de répression. »* Sortie en 1995 de l'École des officiers de la gendarmerie nationale à Melun, Anne Fougerat est la mère de deux filles, et l'épouse d'un officier de gendarmerie à la retraite.



*“Notre activité est très soutenue en matière de délinquance”*



GENDARMERIE

GENDARMERIE

GENDARMERIE

[www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)

**Nous contacter 05 55 51 51 33**

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres. Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement. Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes.

**LES RESPONSABLES**

**Mme Murielle NOEL**

20, Auguste Faure  
23210 BÉNEVENT-L'ABBAYE  
Tél. 05 55 62 69 01  
06 87 18 26 67  
[muriellenoel@aamfg.fr](mailto:muriellenoel@aamfg.fr)

**Mme GOESLIER-CHALLES**

70, rue des Capucins  
41200 ROMORANTIN  
LANTHENAY  
Tél. 02 54 76 19 62  
06 86 30 17 40  
[fabiennechalles@aamfg.fr](mailto:fabiennechalles@aamfg.fr)

**Mme Christine ROBIN**

155, Chemin de Baylot  
33240 SAINT-ANDRÉ  
DE-CUBZAC  
Tél. 05 57 43 00 55  
06 62 63 33 55  
[christinerobin@aamfg.fr](mailto:christinerobin@aamfg.fr)

**Mme Lydie LONGELIN**

1, rue des Sorbiers  
31850 MONTRABÉ  
Tél. 06 81 10 94 67  
[lydielongelin@aamfg.fr](mailto:lydielongelin@aamfg.fr)

**Virginie RODRIGUEZ**

4 E rue du général Audibert  
35200 RENNES  
Tél. 06 26 88 06 09  
[virginierodriguez@aamfg.fr](mailto:virginierodriguez@aamfg.fr)

**Nathalie LEHOULLE**

Bât. E - 130, rue Faidherbe  
59650 VILLENEUVE  
D'ASCQ  
Tél. 03 20 47 36 03  
06 64 11 01 57  
[nathalie.lehoulle@aamfg.fr](mailto:nathalie.lehoulle@aamfg.fr)

**Marianne BARALE**

2, rue de la Roseraie  
26700 PIERRELATTE  
Tél. 06 65 65 39 23  
[mariannebarale@aamfg.fr](mailto:mariannebarale@aamfg.fr)

**Magalie BUCQUET**

1 Boulevard Henri Barbusse  
92240 MALAKOFF  
magaliebucquet@aamfg.fr  
06 49 30 44 35

**LES BUREAUX**

**Bureau Guéret**

**Murielle Noël**  
Caserne Bongéot  
23000 GUÉRET  
Tél. 05 55 51 51 55

**Bureau Bretagne**

**Virginie Rodriguez**  
Caserne de gendarmerie  
85, bd Clémenceau  
BP 33284  
35032 RENNES Cedex  
Tél. 06 26 88 06 09

**Bureau Centre**

**Fabienne Goeslier-Challes**  
Gendarmerie Nationale  
Allée Constant Duclos  
41200 ROMORANTIN  
LANTHENAY

**Bureau Midi-Pyrénées**

**Lydie LONGELIN**  
Caserne Courrèze  
202, av. Jean Rieux  
31500 TOULOUSE  
Tél. 06 81 10 94 67



**AAMFG**

**NOUVEAU SITE**

**Encore plus d'actualités**

**En temps et en heure**

Retrouvez-nous sur   
[www.facebook.com/AAMFG.fr](http://www.facebook.com/AAMFG.fr)

Retrouvez-nous sur   
[twitter.com/aamfg](http://twitter.com/aamfg)



# INTERNET

## LA GENDARMERIE LANCE ses applications



### Lutter contre les cambriolages en un clic grâce à une nouvelle application de la gendarmerie

La gendarmerie lance une application gratuite « stop cambriolages ». Les notifications sont adaptées à chaque département. En septembre dernier, les gendarmes de l'Orne communiquaient à ce sujet, aujourd'hui c'est au tour de ceux de La Manche.

Des conseils, la conduite à tenir si l'on assiste à un vol chez soi, et une touche pour alerter en un clic la brigade de gendarmerie la plus proche. Grâce à cette nouvelle application « stop cambriolage », toutes ces fonctions sont désormais disponibles. « Prévention », « conseil aux victimes », « départ en vacances » et « brigade ». Ce sont les intitulés des différentes pages proposées aux usagers de cette nouveauté. Elle est téléchargeable gratuitement sur le Google Play ou, pour les iPhone, sur l'App store. Les notifications sont adaptées au département. On peut ainsi choisir la case « 50-Manche ».

#### DES « PUSH » D'ALERTE

Selon l'aspirant Alain Liegey, officier communication au sein de la gendarmerie nationale à Saint Lo: « grâce à une nouvelle plateforme, accessible à tout instant, on peut signaler un véhicule ou un comportement suspect dans son quartier. Une brigade de gendarmerie peut aussi lancer une alerte et notifier un cambriolage survenu dans un secteur précis. Tous les utilisateurs peuvent ainsi être informés en temps réel des risques potentiels sur une zone géographique précise. »

Une innovation française

Créée et expérimentée en avril 2013 par la gendarmerie de l'Hérault, en partenariat avec l'école d'informatique EPITECH de Montpellier, la conception d'une telle application propre à la gendarmerie est une première en France. Les smartphones représentent l'un des principaux moyens de communication. En France, 55 millions de personnes ont un téléphone portable, plus de 40 millions possèdent désormais un smartphone.

➔ Lire la suite sur : [www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)



### Pyrénées-Atlantiques :

#### la gendarmerie lance une alerte anti-cambriolage sur Facebook

Le groupement de gendarmerie des Pyrénées-Atlantiques met en garde « contre les agissements d'individus circulant à bord d'un véhicule rouge de type citadine » : « Au nombre de deux, ils prétextent la dispersion de cendres d'un aïeul ayant vécu sur la propriété par le passé, pour s'y introduire et effectuer des repérages en vue d'un potentiel cambriolage ». N'hésitez pas à contacter la brigade locale si vous rencontrez une situation similaire et relever tout indice permettant une identification, notamment la plaque d'immatriculation » prévient la gendarmerie sur son compte Facebook.



### Aube

#### Une application anti-cambriolage

Initiée par le groupement de gendarmerie de l'Hérault, l'application pour smartphones « Stop cambriolages » a séduit le groupement de l'Aube, qui se l'approprie dès aujourd'hui. Les rubriques, très claires, permettent de se diriger immédiatement vers l'ongleté.

Avec la déclinaison, sur le territoire départemental, de l'application « Stop cambriolages », la gendarmerie se rapproche toujours plus de la population. Il s'agit d'« un outil supplémentaire dans la prévention des cambriolages, pour toucher un plus large public », s'est félicité le colonel Blanchard.

#### DES ALERTES « PUSH »

Gratuite et accessible sous iOS (Apple) et Android, l'application « Stop cambriolages » s'apparente plus à un outil de prévention que d'alerte. Les notifications, envoyées à l'abonné sous forme de « push », l'alerteront sur un aspect général de la lutte contre les cambriolages.

➔ Lire la suite sur : [www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)

# ACTU GENDARMERIE INTERNET



## Lutte contre les cambriolages : la gendarmerie lance une appli



**Angers :**

contre les cambriolages, la gendarmerie du Maine-et-Loire dégage son appli

**La gendarmerie s'est trouvée une nouvelle arme pour lutter contre les cambriolages : une appli pour smartphones qui délivre des messages de prévention coïncidant avec votre zone géographique. Dans la région, le Maine-et-Loire fait figure de pilote. Et si vous mettiez un gendarme dans votre poche ?**

### C'EST QUOI CETTE APPLI ?

Développée il y a un an par la gendarmerie de l'Hérault avec une école d'ingénieur (Polytech), ce programme baptisé « STOP CAMBRIOLAGES » a déjà été déployé dans une vingtaine de départements en France. Un simple smartphone pour se prémunir des cambriolages ? Cette nouvelle application de la gendarmerie invite en tout cas à redoubler de vigilance. Depuis quelques jours, les utilisateurs peuvent même recevoir des informations diffusés directement par le groupement du Maine-et-Loire. Des préconisations aux victimes, mais aussi des alertes signalant par exemple une série de cambriolage sur un secteur particulier. Malgré le peu de communication, faite sur cette appli, elle a déjà été téléchargée plus de 10 000 fois.

### EN TEMPS RÉEL

L'avantage de l'appli, elle fonctionne en temps réel. Véhicule suspect, vagues d'effractions dans un quartier, les utilisateurs sont alertés en temps réel, grâce à la géolocalisation. Mieux qu'avec les réseaux sociaux et pas forcément anxiogènes puisque seuls les utilisateurs concernés reçoivent un message.

### UN ACCÈS DIRECT AU 17

L'application permet également d'appeler directement le 17. Cet outil, complémentaire des patrouilles effectuées lors des opérations tranquillité vacances, vise lui aussi à lutter contre la première forme de délinquance dans le département. L'an passé, les cambriolages ont été en hausse de 20%.

➔ Lire la suite sur : [www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)

### Le groupement de gendarmerie du Finistère a mis au point un outil gratuit pour smartphones qui donne des conseils et lance des alertes.

L'application mobile Stop cambriolages est disponible gratuitement. L'application Stop cambriolages.

Le groupement de gendarmerie du Finistère se dote d'un nouveau moyen de lutte contre les cambriolages. Il s'agit d'une application pour smartphones baptisée Stop cambriolages. « Elle a pour objectif de sensibiliser, prévenir et indiquer les bons réflexes à avoir », explique le colonel Stéphane Bras.

Cette application est gratuite. Elle est disponible en téléchargement et s'adresse principalement aux particuliers. Grâce à cet outil, la gendarmerie peut aussi donner aussi des conseils aux victimes de cambriolages sur :

- ➔ les démarches à suivre
- ➔ le dépôt de plainte
- ➔ les coordonnées de la brigade la plus proche de leur domicile. . .

### Des alertes en temps réels

Particularité : elle permettra notamment d'envoyer des "Push" ou alertes en temps réel. Pour cela, précise le capi-

taine Maintenay, le chef de la brigade départementale de renseignements et d'investigations judiciaires (BDRIJ), « il suffit de se rendre dans l'onglet "personnalisation". Il y a une case à cocher. » Il ajoute : « L'idée est de les prévenir de vols en cours sur un secteur géographique et éventuellement de leur communiquer le signalement d'un véhicule. Le but n'est pas de créer une psychose mais de faire en sorte que les riverains soient attentifs. »

### Un dispositif efficace

« On estime actuellement qu'environ 40 millions de Français possèdent un smartphone », rappelle le colonel Bras. Autrement dit, une telle application a des chances de toucher un grand nombre de personnes. Le dispositif a été conçu en avril 2013 par les services de gendarmerie de l'Hérault avec l'Epitech, une école d'ingénieurs de Montpellier. Il a ensuite été expérimenté et fait ses preuves, selon le capitaine Maintenay. « Dans l'Hérault, depuis son lancement, plus de 11 500 personnes ont téléchargé l'application et seulement 160 l'ont désinstallé de leur appareil. Par ailleurs, ce système a permis de faire progresser des enquêtes et d'accentuer la prévention. »

Conséquence : l'application est déployée dans 21 départements dont le Finistère et le Morbihan pour la Bretagne.

### Cambriolages : hausse constante depuis 2011

Le Finistère n'a pas échappé ces trois dernières années à la recrudescence des cambriolages. En zone gendarmerie, la progression est continue depuis 2011 :

- ➔ 1 657 en 2011
- ➔ 2 017 en 2012
- ➔ 2 273 en 2013

Et la tendance pour 2014 est encore annoncée à la hausse, principalement dans le Nord du Finistère. Le colonel Bras : « Cela s'explique par un début d'année très chargé où les forces de gendarmerie ont été mobilisées notamment sur les inondations. » On pense aussi au mouvement des Bonnets rouges. . .

Il précise que depuis trois semaines, le groupement de gendarmerie du Finistère a reçu le renfort de 17 réservistes opérationnels. « Les premiers résultats de leur déploiement sont encourageants. Ils assurent une présence dissuasive. » Leur mission doit durer quatre mois.

➔ Lire la suite sur : [www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Calvados :

Une application pour lutter contre les cambriolages

**Elle est lancée par la gendarmerie dans le Calvados. Elle permet, entre autres, d'être informé des risques de cambriolages en temps réel, et dans un territoire donné.**



Dominique Magret est l'officier de gendarmerie chargé, entre autres, d'envoyer des messages d'alerte aux utilisateurs de l'application dans le Calvados. | Ouest-France

« On fonctionne avec le principe du « push » », explique le chef d'escadron Dominique Magret. Lorsque nous relevons un phénomène de cambriolages en série dans un territoire donné, nous envoyons une alerte aux utilisateurs de l'application. » Depuis maintenant plusieurs jours, la gendarmerie propose un nouveau service aux Calvadosiens : l'application pour smartphones « Stop cambriolages ».

#### NOMBREUX CONSEILS

Téléchargeable gratuitement, elle permet donc d'être informé des risques dans telle ou telle commune. Cette application constitue avant tout un outil de prévention, un guide des bonnes habitudes à adopter. Elle permet à ses utilisateurs de consulter de nombreux conseils, adaptés aux particuliers et aux professionnels.



### Hérault :

Une application pour lutter contre les cambriolages

**Une nouvelle application gratuite sur les téléphones multifonctions vient d'arriver sur le marché et développée par la gendarmerie qui diffuse via cet outil grand public des conseils pour prévenir les cambriolages, mais alerter aussi en temps réel sur les risques potentiels identifiés localement.**

Une application pour téléphones multifonctions intitulée « Stop cambriolages » a été développée par le groupement de gendarmerie de l'Hérault en relation avec l'école d'ingénieurs Epitech à Montpellier. Elle est téléchargeable depuis un an. Expérimentée dans l'Hérault, l'application a été validée par la Direction générale de la gendarmerie nationale et déclinée localement dans 40 départements dont la Loire, depuis le 27 novembre. Elle est le troisième département de Rhône-Alpes à entrer dans le dispositif après l'Ain et le Rhône.

L'application délivre des conseils de prévention, des conseils aux victimes, offre un accès direct via une touche d'alerte aux forces de l'ordre, une géolocalisation des brigades locales pour déposer une plainte, un service d'inscription à distance au dispositif tranquillité vacances...

La spécificité locale que permet l'application à partir d'une identification à un département donné est l'alerte sous forme de notification d'un risque potentiel pour une activité et une zone géographique du territoire.



Le lieutenant-colonel Morel présente la nouvelle application téléchargeable sur tous les formats de téléphones multifonctions (D.R.)

« Ce n'est pas un gadget de plus, mais un outil complémentaire dans la stratégie de lutte contre les atteintes aux biens », insiste le lieutenant-colonel Jean-François Morel, commandant du groupement de la Loire, rappelant au passage les dispositifs déjà existants : voisins vigilants, opérations tranquillité vacances, tranquillité entreprises, tranquillité agriculteurs, voire les systèmes d'alerte SMS mis en œuvre par la CCI. Cet outil numérique préfigure toute une série d'actions modernes de communication, destinés à renforcer la « proximité » avec la population, annonce le colonel Morel.

3 327 cambriolages étaient comptabilisés en 2013 dans la Loire. Sur l'année 2014, leur nombre n'a pas décroché, il s'élève à 3 394 à fin octobre, dont 1 124 en zone gendarmerie.

Daniel Brignon - Source : lessor.fr



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Gironde :

Une application pour lutter contre les cambriolages

**L'application pour smartphones « Stop cambriolage » lancée dans l'Hérault est reprise par la gendarmerie de Gironde. Gratuite, elle vise à prévenir les risques de cambriolage.**

L'expérience a d'abord été menée par le groupement de gendarmerie de l'Hérault avec l'école d'informatique Epitech. Sur les recommandations des gendarmes les informaticiens en formation ont mis au point une application gratuite pour smartphones (Apple et Android) baptisée « Stop cambriolage ». Face au succès rencontré par l'expérimentation, le groupement de gendarmerie de Gironde, commandé par le colonel Ghislain Réty, a décidé de reprendre cette application à son compte. Elle est désormais disponible. « La conception d'une telle application propre à la gendarmerie est une première au niveau national pour les forces de sécurité, commente le colonel Réty. Dans l'Hérault, depuis son lancement le 27 avril 2013, il y a eu 7 500 téléchargements. »

« Stop cambriolage » vient en complément des dispositifs de prévention déjà en vigueur comme le système de diffusion d'alertes Vigi-entreprise, l'opération « Tranquillité-vacances » et la page Facebook du groupement de gendarmerie girondin qui diffuse de nombreuses informations.

Cette application permet de recevoir des alertes en temps réels sur des risques ponctuels dans un secteur donné. « Un véhicule suspect qui est repéré dans une zone ou une autre du département par exemple », précise Ghislain Réty.

→ Lire la suite sur : [www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)



### Eure / Seine Maritime

La gendarmerie sur Facebook



#### HAUTE-NORMANDIE

**La gendarmerie nationale est déjà présente sur Facebook depuis 2010.**

Mais afin de renforcer encore plus le lien de proximité avec la population de la Haute-Normandie, une page Facebook dédiée aux activités de la gendarmerie de Seine-Maritime et de l'Eure va être ouverte dès lundi 7 avril à 14 heures.

« Les informations qui seront mises en ligne sont du domaine de la prévention, de la sécurité routière, de la police judiciaire et du recrutement », indique-t-on à la Région de gendarmerie de Haute-Normandie.

► La page Facebook du groupement de gendarmerie départementale de l'Eure (GGD27) sera accessible à toute personne via l'adresse suivante :

[www.facebook.com/gendarmerie.eure](http://www.facebook.com/gendarmerie.eure)

► Pour le groupement de gendarmerie départementale de la Seine-maritime (GD76), la page Facebook sera accessible via l'adresse suivante :

[www.facebook.com/pages/Gendarmerie-de-la-Seine-Maritime](http://www.facebook.com/pages/Gendarmerie-de-la-Seine-Maritime)



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



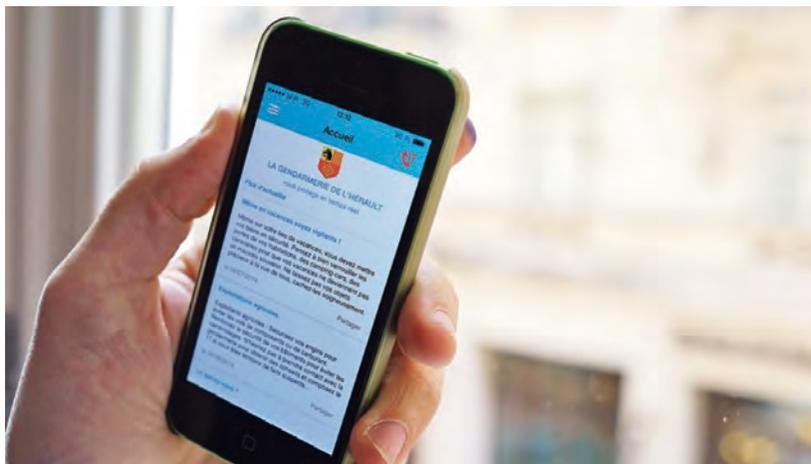
# Face à la délinquance, la gendarmerie muscle ses réseaux sur Internet

**Pour mieux lutter contre les cambriolages et l'insécurité, les militaires lancent des alertes très ciblées sur des applications pour mobile ou par SMS. Désormais, 46 départements sont concernés.**

Se rapprocher plus encore des citoyens pour mieux lutter contre les cambriolages et l'insécurité. Dans un esprit tactique un peu analogue à celui

réel des catégories de populations exposées à une période donnée à un phénomène délinquant. La dernière initiative en date remonte au 16 août

secteur ou une série de faits significatifs. Le message du type «*Attention! Véhicule gris type Clio avec trois hommes à bord semble en repérage aux abords des commerces, secteur Libourne*» est rédigé par un gendarme et posté de manière sécurisée.



### «Ne pas semer la psychose»

Expérimenté depuis avril 2013 dans l'Hérault, théâtre de cambriolages en série, ce système développé avec l'école d'informatique Epitech et financé par la chambre de commerce et d'industrie peut distiller des «pushs» d'alerte aux fleuristes dont les caisses sont garnies au moment de la Toussaint, aux boulangers ou aux bijoutiers si plusieurs de leurs homologues ont été agressés dans les jours précédents. Grâce à son système géodédié, «Stop cambriolage» peut aussi s'adresser à des particuliers établis sur une rue soudain écumée par des malfaiteurs. «*L'idée est bien sûr de ne pas semer la psychose sur l'ensemble d'un département pour des*

du dispositif des «Voisins vigilants», où les habitants d'un même périmètre s'organisent entre eux et alertent la brigade la plus proche quand ils aperçoivent des rôdeurs, la gendarmerie investit sur Internet pour muscler ses réseaux. Et, de fait, sensibiliser de manière très ciblée et en temps

dernier, avec le lancement en Gironde d'une application «Stop cambriolage».

Téléchargeable gratuitement sur Android ou Apple, elle diffuse des conseils de prévention dès lors que la gendarmerie a détecté l'arrivée d'une bande, d'un véhicule suspect dans un



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



# Face à la délinquance, la gendarmerie muscle ses réseaux sur Internet

*faits bien localisés», précise le colonel Samuel Dubuis, chargé de mission à la direction générale de la gendarmerie nationale.*

**«Désormais, sans dépenser d'essence, nous pouvons sensibiliser et faire remonter de l'information comme si l'on était partout en patrouille à la fois»**

Un officier

Pour éviter aussi tout phénomène pervers d'autodéfense, où des personnes auraient la tentation de se constituer en milice privée pour mener des chasses à l'homme, les messages ne contiennent jamais aucune identité, description physique ni relevé d'immatriculation. «Stop cambriolage», qui a franchi le cap des 10.000 abonnés dans l'Hérault, a été adopté par quelque 260 commerçants et riverains en une seule semaine en Gironde. D'une grande superficie, ce département est le théâtre de 2,9 cambriolages pour 1.000 habitants. «Désormais, sans dépenser d'essence,

*nous pouvons sensibiliser et faire remonter de l'information comme si l'on était partout en patrouille à la fois», résume un officier.*

**1.600 référents et correspondants sûreté**

La gendarmerie, toujours très soucieuse de la qualité de son maillage qui couvre 95 % du territoire, continue par ailleurs à développer ses systèmes d'alerte par Internet, notamment à l'adresse des professions exposées. Le département de l'Eure profite ainsi désormais de «Capital 27», acronyme de «Coordination action protection information du tissu agricole». Et, en Loire-Atlantique, un voleur de tracteur a été interpellé la semaine dernière grâce à un réseau d'alerte regroupant pas moins de 600 agriculteurs locaux. L'engin, qui avait abandonné son semoir en chemin, a ainsi été retrouvé au bout de quarante kilomètres de course. Selon nos informations, ces puissantes chaînes d'informations par SMS sont présentes dans 46 départements, sachant que la gendarmerie mobilise

au total près de 1.600 référents et correspondants sûreté pour prodiguer des conseils, mais aussi parfois pour recueillir de précieux renseignements, auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs à travers le pays.

*«De façon préventive, nous développons aussi des logiciels permettant aux particuliers de répertorier leurs biens les plus précieux sur Internet, ajoute un officier de la Direction générale. En cas de vol d'un objet, nous diffusons photos et descriptions précises aux antiquaires et aux brocanteurs pour qu'ils nous appellent s'ils le voient passer.»* À l'avenir, l'effort devrait être porté vers les maires. Figures incontournables, censés tout savoir sur ce qui se passe sur leur commune, nombre d'entre eux pourraient à terme recevoir sur leur messagerie téléphonique des alertes extrêmement précises et plus détaillées. Le ministère de l'Intérieur, qui encourage ce type d'initiative, rappelle à l'envi en ces périodes de disette budgétaire que la sécurité est plus que jamais l'affaire de tous. Et de chacun.

**“Et, en Loire-Atlantique, un voleur de tracteur a été interpellé la semaine dernière grâce à un réseau d'alerte regroupant pas moins de 600 agriculteurs locaux.”**



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



# Comment la police et la gendarmerie utilisent Facebook et Twitter

Les forces de l'ordre doivent-elles jouer sur l'humour, comme le fait la police espagnole ? Plutôt Facebook ou Twitter ? Décryptage des différentes stratégies

C'est par ce tweet énigmatique – repartagé tout de même, excusez du peu, 27 000 fois – que la police espagnole a célébré le 6 septembre le cap du million d'abonnés sur Twitter. Ce qui fait d'elle la police la plus suivie au monde, devançant même le FBI. La clé de cette popularité ? Un ton décalé et humoristique qui plaît aux internautes, même s'il conduit parfois à des dérapages. Comme lorsque que dans un tweet, début janvier, la « policia nacional » répondant à une revue culturelle espagnole, distillait ses conseils pour cacher de la drogue avant un voyage dans l'Union européenne (1). Un message par la suite supprimé, pour lequel la police s'est excusée mais qui n'a pas entravé la ligne éditoriale qui fait son succès. Car les résultats sont probants pour la police espagnole.

Avec son compte Twitter, elle a atteint « un pouvoir d'influence qu'elle n'avait jamais eu, touché une nouvelle tranche de population et est parvenue à se donner une nouvelle image », décryptait l'année dernière à l'AFP Enrique Dans, spécialiste espagnol des techniques d'information. « Cela conduit même les gens à collaborer, car ils se sentent plus proche de la

police », expliquait-il. Ainsi, selon Le Mouv', « pas moins de 500 délinquants ont été arrêtés grâce aux témoignages des internautes ».

### « En France, ça ne passerait pas »

Le modèle est-il transposable en France ? Jérôme Bonet, chef du service d'information et communication dans la police nationale, a passé quelques jours avec l'équipe espagnole chargée d'animer les réseaux sociaux. Pour lui, « ce n'est pas comparable ». Par exemple, explique-t-il, « la police espagnole fait appel à la population pour dénoncer des narcotrafiquants. Une sorte de délation qui, chez nous, ne passerait pas », affirme Jérôme Bonet. S'il reconnaît qu'ils « manient l'humour avec talent », il estime que les policiers espagnols « ont un droit à l'erreur supérieur au nôtre ».

L'humour, c'est pourtant, aussi, ce qui fait le succès du compte Twitter de la police de Loire-Atlantique. Avec ses 4 500 followers, @pnationale44 est le compte le plus populaire des cinq comptes départementaux de la police lancés en test fin 2013-début 2014 (avec les Alpes-Maritimes, l'Ille-et-Vilaine, le Pas-de-Calais et le Bas-Rhin). Le style employé est bien différent de celui utilisé par le compte national ou même sur la page Facebook. Leur chef de service ne cache pas son scepticisme : « Il faut avoir un ton décalé

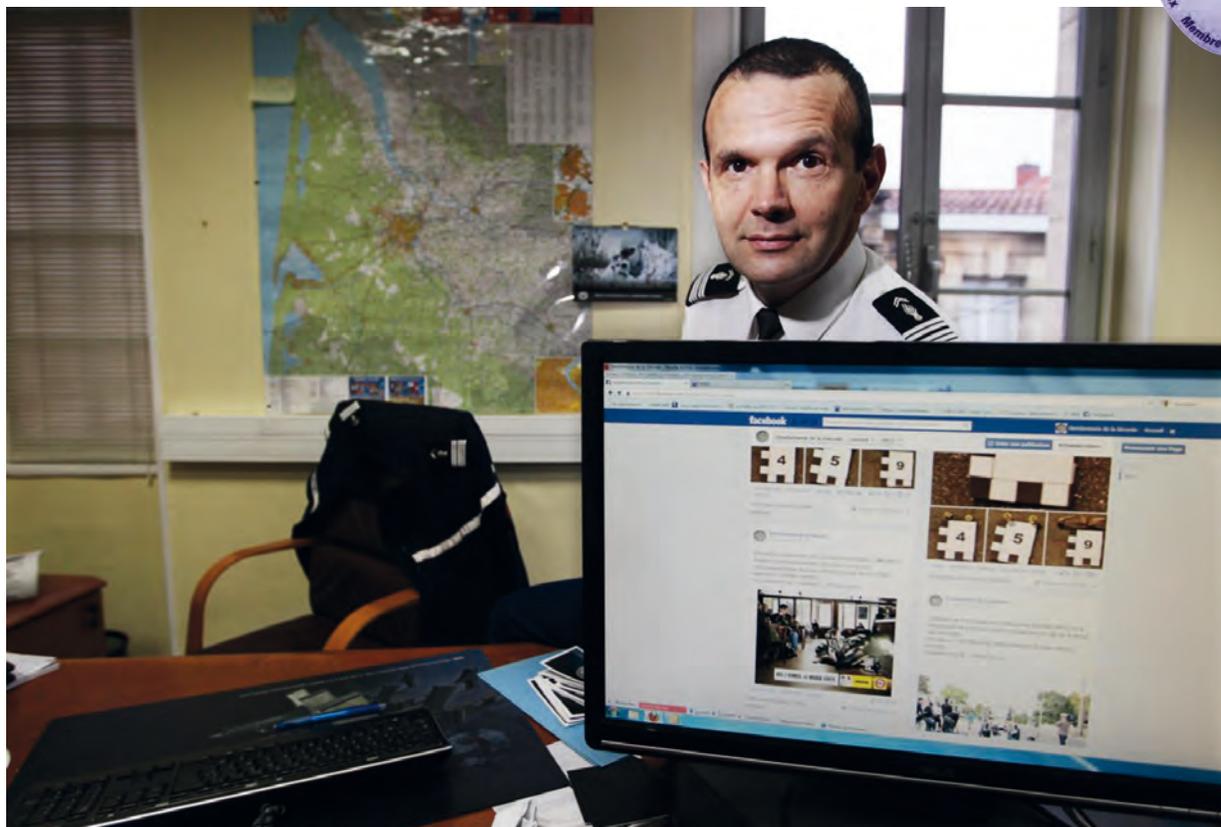
mais rester dans le métier. Est-ce que notre rôle est de se moquer d'un délinquant ou d'une victime ? », demande Jérôme Bonet. « Peut-être avec l'humour, ont-ils un temps d'avance, mais à l'inverse, il ne faut pas être trop en avance. On n'est pas là pour faire rire, surtout dans une actualité aussi sombre ».

### La gendarmerie de Gironde cartonne sur Facebook

Dans un registre un peu différent, avec un humour plutôt basé sur les images d'illustration que sur les commentaires et principalement axé sur la prévention, la gendarmerie de Gironde a attiré, en l'espace d'un an, plus de 10 000 fans sur sa page Facebook. Ce qui en fait la deuxième page la plus « likée » des 44 comptes locaux Facebook de la gendarmerie, derrière le Var, pionnier en la matière, présent sur le réseau social depuis 2012.

« Mon leitmotiv : faire de la prévention dans tous les domaines avec de l'humour », explique le colonel Ghislain Réty, commandant du groupement de la gendarmerie de Gironde. Il s'occupe seul d'alimenter la page Facebook. S'il n'a pas reçu de formation particulière, ses contributions ont tout d'un community manager. Comme celle, début août, d'un concours pour assister à l'inauguration d'une vedette sur le

# ACTU GENDARMERIE INTERNET



Bassin d'Arcachon en présence de... Guillaume Canet.

Au cours des dernières semaines, nous avons observé une recrudescence de vols de véhicules dans le secteur de Macau, Blanquefort, Carbon-Blanc et St-Savin.

Parmi tous les conseils que nous vous avons déjà donnés pour limiter le risque de vous faire voler votre véhicule, nous vous rappelons que la canne antivol que l'on place sur le volant reste le moyen le plus efficace de dissuader le voleur...

Sinon, il y a aussi le traditionnel antivol à vélo ou la chaîne... mais nous ne sommes pas certains que ce dispositif soit efficace et qu'il puisse s'adapter à tous les véhicules récents  
Photo de Gendarmerie de la Gironde.  
Photo de Gendarmerie de la Gironde.  
J'aime J'aime · · Partager

La gendarmerie de Dordogne, non plus, ne se prive pas d'un trait d'humour de temps à autre. Créée quatre jours après la page Facebook de Gironde, elle affiche plus de 5 000 fans. Contrairement à leur voisin de l'ouest, ils sont 3-4 à poster des contributions sur la page, quand le temps leur permet. Comme pour chaque groupement de gendarmerie, ce n'est qu'une tâche parmi les multiples de la journée.

## Des appels à témoins vus jusqu'à 500 000 fois

Mais pour le commandant de Gironde, l'investissement de temps est loin d'être anodin. « Cela permet d'être beaucoup plus proche des citoyens,

de changer l'image du gendarme qui fait des contrôles routiers. Les retours sont très positifs», analyse Ghislain Réty. Les appels à témoins sont un vrai succès d'audience. « Certains ont été vus jusqu'à 500 000 fois », détaille-t-il. Et parfois, ils portent leurs fruits. Comme le jour où un membre de la famille d'une personne grièvement accidentée a reconnu le dessin du tatouage et permis l'identification de la victime. Le colonel Réty cite également « la mise en ligne de photos d'objets volés qui nous a permis de résoudre 125 cambriolages et donc surtout de retrouver 125 victimes ». Et à l'inverse, parfois, ce sont les internautes qui alertent la gendarmerie, via des messages privés, sur des arnaques ou des sites malveillants.



# INTERVIEW

## Gendarmes du cyberspace :

« Les données sont là, tout autour »

**Eric Freyssinet dirige la division de lutte contre la cybercriminalité qui a participé, vendredi, à une opération pour arrêter des dizaines « d'apprentis-pirates informatiques ». Il raconte son travail à Rue89.**

Un gendarme à la Division de lutte contre la cybercriminalité de la Gendarmerie nationale, à Rosny-sous-Bois, en 2009 (WITT/SIPA)

Dans son domaine, le colonel Eric Freyssinet est un crack. Depuis quinze ans, ce gendarme quadragénaire, ingénieur de formation sorti de Polytechnique, travaille sur la dimension technologique et numérique des enquêtes judiciaires, jusqu'à en devenir l'un des meilleurs spécialistes français.

« Comme beaucoup de gamins de mon époque, je me suis intéressé à l'informatique depuis l'âge de 10 ans », explique-t-il simplement. D'autres sciences l'ont passionné, la biologie et la génétique. Mais quand il entre en gendarmerie, « pour l'attrait du métier qui m'est venu un peu tardivement », il retrouve vite son premier sujet de prédilection. Il dirige aujourd'hui la division de lutte contre la cybercriminalité au pôle judiciaire de la gendarmerie et occupe un petit bureau au Fort de Rosny (Seine-Saint-Denis), où il reçoit en uniforme.

Vendredi 21 novembre, son dernier fait d'arme vient d'être rendu public. La France a participé à une opération coordonnée par Europol dans sept pays d'Europe, pour arrêter des dizaines « d'apprentis-pirates informatiques », soupçonnés d'avoir introduit des chevaux de Troie dans des ordinateurs. Pour « quelques dizaines d'euros », ils achetaient des kits de spywares (logiciels espions) qui permettent d'espionner l'activité de leurs victimes à distance, voire de dérober des données personnelles et bancaires.

**Eric Freyssinet au Fort de Rosny, le 21 novembre 2014 (Camille Polloni/Rue89)**

Pour certains encore mineurs, explique Eric Freyssinet, les interpellés ne sont que les utilisateurs finaux de solutions techniques développées par d'autres. L'intervention de police conjointe, del'Angleterre à l'Estonie, vise davantage à dissuader d'autres « débutants dégourdis » et à comprendre le fonctionnement de ces réseaux qu'à les mettre en prison.

Que ce soit en matière de piratage de carte bleue ou de diffusion d'images pédopornographiques, la question du



partage des responsabilités revient souvent dans la bouche du colonel.

« Il y a quinze ans, un peu avant que j'arrive, la gendarmerie avait déjà perquisitionné chez des fournisseurs d'accès. On retrouvait déjà les mêmes questionnements qu'aujourd'hui sur la responsabilité des hébergeurs. L'intuition de mes prédécesseurs était juste : il y aura un recours croissant à l'outil numérique. Aujourd'hui, cela semble évident, mais il y a vingt ans c'était une position qu'il fallait défendre. »

Le développement de la cybercriminalité d'un côté, « l'infusion » des technologies dans tous les domaines de la délinquance et de l'enquête de l'autre, assurent aux « cybergendarmes » un emploi du temps bien rempli et une place de choix dans l'élaboration de stratégies législatives. Entretien.

interview



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Rue89. Comment la gendarmerie a-t-elle tenu compte des évolutions technologiques ?

*Eric Freyssinet. Avant de former les enquêteurs « N-tech » – les enquêteurs en technologies numériques, un peu plus de 250 personnes – à la cybercriminalité, on leur apprend à analyser des ordinateurs, des téléphones mobiles, pour aider les enquêtes judiciaires. Parce que c'est ça qui a réellement explosé : aujourd'hui, il n'y a pas quasiment*



*pas d'enquête sans téléphone mobile.*

*En dehors de vingt ou trente spécialistes entrés en gendarmerie par un métier technique, les autres sont avant tout des enquêteurs passionnés. Certains sont capables de développer des logiciels, d'autres sont juste des utilisateurs formés à ces outils.*

### Quels sont les objets sur lesquels ils travaillent ?

### Des disques durs, des téléphones, des GPS ?

*L'enquêteur a d'abord en face de lui une personne, qui détient des informations utiles. Si une victime a eu des problèmes avec sa carte bancaire, si elle se rappelle l'avoir utilisée de telle façon, que quelqu'un est parti avec, ou qu'elle l'a rentrée dans un distributeur un peu louche avec une pièce qui bougeait. C'est ce qui va nous aider à identifier le mode opératoire.*

*Techniquement, les objets le plus souvent exploités sont les téléphones mobiles et les ordinateurs. Pour une enquête de stupéfiants, par exemple, il y a des éléments dans le téléphone mobile, chez l'opérateur et dans la façon dont la personne explique qu'elle a utilisé son téléphone. Si elle dit qu'elle était tel jour à tel endroit, on peut vérifier. Il y a des informations chez des tiers : des entreprises victimes, des hébergeurs, des services de police étrangers...*

*Une box internet, comme celle que vous avez à la maison, contient la liste des machines qui s'y sont connectées. On peut s'intéresser aussi à tous les supports amovibles : un disque dur externe, une clé USB.*

*Très clairement, puisqu'on parle*

*beaucoup de l'Internet des objets, on pourrait s'intéresser à des objets connectés. Si quelqu'un meurt en courant, avec un bracelet-montre qui enregistre des données à son poignet, on se demandera s'il n'y a pas des infos à en tirer. Si une voiture est impliquée dans un accident grave, il se peut qu'on analyse les mémoires spécifiques du véhicule, le GPS, dans le cas des futurs véhicules connectés vérifier s'il était en train d'échanger des informations. Il faut que l'enquêteur soit ouvert à tout ça.*

### Supposons que vous me soupçonniez d'avoir tué mon mari. Je vous dis que j'étais encore chez moi à 18 heures mais j'ai éteint mon ordinateur à 17h30.

*Cette donnée peut orienter la façon dont on va poser la question. Aujourd'hui les ordinateurs en général sont à l'heure et bien réglés, ce qui n'était pas le cas il y a dix ou quinze ans. A l'époque l'horodatage était un gros problème.*

### Et vous allez chercher des informations sur Internet ?

*Il y en a d'abord dans les bases de données officielles : le registre who.is qui répertorie des noms de domaine, des adresses IP, pointe vers quelqu'un qui peut*



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Gendarmes du cyberspace :

#### « Les données sont là, tout autour »

*nous donner une information supplémentaire.*

*On nous demande souvent si les réseaux sociaux sont utiles à l'enquête. C'est possible, notamment pour les informations que publient des gens sur d'autres. Par exemple, si on recherche quelqu'un pour l'interpeller, en ne connaissant que son pseudonyme.*

*Supposons que sa sœur dise sur Twitter : « Je serai avec mon copain et mon frère tel jour à un concert. » Bien sûr il faut trouver cette « métadonnée » dans une masse d'informations et l'interpréter, savoir que « mon frère » est bien la personne qu'on cherche.*

**Pour des affaires qui avant étaient réglées autrement, l'écoute téléphonique est-elle aujourd'hui utilisée plus couramment ? D'autres technologies, comme la vidéosurveillance, sont-elles systématiquement exploitées ?**

*Pour envisager une interception téléphonique, il faut prouver que ça peut ramener des informations, pour un délit qui prévoit au moins deux ans d'emprisonnement. Sur un simple vol, je l'envisagerais difficilement, mais pour un trafic de stupéfiants oui.*

*Dans ce domaine, les gens communiquent entre eux, donc ça a un sens.*

*Dans beaucoup d'enquêtes, comme les données sont là, tout autour, c'est normal qu'on s'intéresse à la vidéosurveillance ou à l'utilisation du téléphone mobile. Il y a dix ou quinze ans, c'était les agendas personnels numériques, les PDA. Les trafiquants de stupe en avaient pour prendre leurs rendez-vous.*

*Ces infractions « classiques », trafiquer des stupe, faire un cambriolage, relèvent d'un comportement physique. Il y a des traces physiques et des traces numériques en plus, de manière circonstancielle. Elles font partie de la vie de tous les jours, donc c'est normal de les utiliser pour confirmer ou infirmer une hypothèse.*

*Pour la cybercriminalité, c'est différent. Il n'y a que par les traces numériques qu'on peut remonter.*

**Quel est le périmètre de la cybercriminalité ?**

*Une circulaire interne de 2008 le définit de façon assez classique, en trois grands domaines :*

*les infractions qui touchent directement aux systèmes de traitement automatisés de données, à l'informatique et aux libertés : les virus, les attaques contre des ser-*

*veurs, etc., qu'on doit absolument traiter avec des spécialistes ;*

*celles qui utilisent principalement les systèmes numériques : la pédopornographie ou la contrefaçon de musique. Aujourd'hui elle se fait par Internet, pas en copiant des bandes magnétiques analogiques. Quelques infractions relatives à la discrimination et la haine raciale se sont déplacées vers l'univers numérique. C'est rare qu'on parle d'un brûlot écrit sur un papier et publié à quelques exemplaires ;*

*toutes les autres infractions qui utilisent de façon importante les technologies numériques, et ça commence à concerner beaucoup de choses. Il faut des ressources un peu partout sur le territoire.*

**Dans le domaine cyber, l'enquête sous pseudonyme ou « cyber-infiltration » est une technique particulière, qui permet aux gendarmes de se faire passer pour des internautes lambda. Comment ça fonctionne ?**

*L'enquête sous pseudonyme est utilisée dans des domaines très précis et encadrés : les atteintes aux mineurs, les jeux en ligne, les infractions à la santé (vente en ligne de médicaments, de*



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Gendarmes du cyberspace :

« Les données sont là, tout autour »

produits dopants de prothèses ou autres produits réglementés), l'apologie du terrorisme depuis 2011. Avec la dernière loi anti-terroriste, toutes les infractions terroristes seront concernées.

Les jeunes Français soupçonnés d'être impliqués dans des assassinats en Syrie ont manifestement été embrigadés au travers d'Internet. C'est logique de mener des investigations dans ce domaine-là. En matière d'atteinte aux mineurs, quasiment tous les échanges de pédopornographie ont lieu sur ces réseaux. Et les rencontres entre des adultes et de futurs mineurs victimes n'ont pas lieu à la sortie des écoles, ou c'est très rare. C'est sur Internet que ça se passe aujourd'hui. La difficulté c'est que pour ne pas contrevenir aux grands principes sur la loyauté de la preuve et le procès équitable, garantis par la Convention européenne des droits de l'homme, il ne faut pas provoquer l'infraction. Par ailleurs si on doit utiliser des moyens qui viseraient à tromper la personne en face – et utiliser un pseudonyme pour un enquêteur, c'est en quelque sorte tromper la personne – il faut que ce soit encadré de façon très précise. La loi explique ce qu'on peut faire et qui a le droit de le faire : uniquement des enquêteurs formés, spécialement habilités et contrôlés.

**Est-ce qu'à l'avenir, l'enquête sous pseudonyme devrait à votre avis s'étendre à d'autres infractions ?**

Une partie des infractions d'atteinte aux systèmes informatisés de données ne sont pas couvertes par la dernière réforme. Typiquement, la diffusion de virus.

**Vous voudriez enquêter sous pseudonyme sur la diffusion de virus ?**

Aujourd'hui on ne peut pas. Mais une grosse partie de ces infractions sont commises ou facilitées en ayant des discussions sur des forums, des échanges en ligne. C'est là que les personnes sont en contact les unes avec les autres.

**Donc pour être « dans le coup » il faudrait que vous puissiez participer à ces échanges ?**

En tout cas être capable d'interagir avec ces personnes-là. Si l'essentiel des discussions ont lieu sur des forums, ça devient essentiel.

En plus, il y a une deuxième stratégie dans l'enquête sous pseudonyme, c'est l'identification. De plus en plus d'auteurs d'infractions se camouflent sur Internet

par Tor, des VPN ou d'autres précautions. Ils passent par des relais dans d'autres pays, qui n'ont pas la même législation ou ne coopèrent pas suffisamment vite, simplement parce qu'il faudrait la réponse en quelques minutes et pas en quelques mois. Entrer en contact permettrait d'identifier plus vite des suspects, notamment en France.

Au-delà de l'enquête sous pseudonyme, d'autres stratégies seraient intéressantes, comme aller au contact des personnes sur Internet pour faire de la prévention. On y réfléchit. De la même façon que les gendarmes vont dans les cafés, voir les maires, les petits patrons d'entreprise sur le terrain, pour discuter avec eux et voir ce qui se passe, on pourrait très bien aller dans les espaces où les jeunes discutent, échangent, parlent de choses sympas ou d'autres un peu « borderline », et leur dire « tiens c'est cool ce que vous faites » ou « là c'est moins bien ».

**Un peu comme les stands de prévention de la gendarmerie dans les fêtes de village ?**

Voilà. Ça demande pas forcément de nouveaux outils juridiques, mais des ressources et de la pratique. Les Anglais le font un peu.



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Gendarmes du cyberspace :

#### « Les données sont là, tout autour »

#### **On dit souvent que l'inventivité des délinquants va plus vite que la progression des méthodes des enquêteurs, est-ce que c'est vrai ?**

Au mois d'août, on a analysé les escroqueries « cyber », facilitées par Internet. Les escroqueries par petites annonces arrivent largement en tête, devant les escroqueries par usage d'un numéro de carte bancaire, par le commerce électronique, par usurpation d'identité, etc. Elles représentent 35% des cas.

La victime est mise en relation avec l'escroc parce qu'elle a publié une petite annonce ou parce qu'elle y répond. L'objet n'est pas de l'escroquer au travers de la petite annonce, de lui vendre un produit de mauvaise qualité ou autre, mais d'établir un contact. Les escrocs trouvent ensuite des stratagèmes pour soutirer de l'argent, par exemple en lui envoyant un chèque volé et en lui demandant de rembourser la différence, ou en lui demandant de valider un faux compte Paypal, en fait un site contrôlé par l'escroc.

Ce sont les escroqueries du moment, qui ont commencé à émerger massivement l'année

dernière. Il y a deux ans c'était autre chose, des chantages à la webcam, qui existent toujours mais sont moins nombreux. Des escrocs classiques développent tout le temps des nouveaux stratagèmes, pas forcément très techniques.

#### **Est-ce que vous êtes énervé quand vous voyez arriver sur le marché des solutions mal sécurisées, comme les cartes bleues sans contact ?**

On n'est pas énervés mais déçus quand on voit des technologies sortir sans réflexion préalable sur les risques. Sans parler particulièrement des cartes sans contact, beaucoup de produits de consommation numérique se développent avant tout avec l'ambition de prendre des parts de marché, d'être attractifs, faciles d'utilisation.

Soit la sécurité n'est pas une préoccupation au départ, soit tous les risques ne sont pas pris en compte en amont.

Est-ce que parfois, vous êtes impressionnés par les capacités techniques des escrocs ?

Il y a quelques temps on a travaillé avec la police sur des

fraudes qui consistaient à modifier des terminaux électroniques de paiement par carte bancaire chez les commerçants. Ils étaient modifiés pour permettre de copier la piste magnétique de la carte et le code PIN. C'était le fait de groupes criminels basés au Canada qui faisaient voyager leurs gars, avec toute une organisation derrière. Il faut être capable de très vite comprendre.

Aujourd'hui les diffusions de virus ont lieu sur des serveurs qui n'existent que pendant quelques jours ou semaines. Ça peut être le site d'un journal, où vous avez travaillé en l'occurrence [Les Inrocks, ndlr], qui redirige vers des pages entraînant des contaminations par virus. Au bout de quelques heures ou quelques jours, le site est rétabli. Ils bougent très vite, changent d'infrastructures, peuvent utiliser les services de personnes différentes d'une semaine sur l'autre.

Ce n'est pas vraiment l'ingéniosité technique qui pose problème mais l'agilité : inventer des méthodes, être mobile, conscient des problématiques de coopération internationale, organiser sa délinquance dans plusieurs pays pour ralentir les enquêtes judiciaires.



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Gendarmes du cyberspace :

#### « Les données sont là, tout autour »

**En dehors de cette agilité, quelles difficultés sont pour vous les plus significatives ? Le chiffrement, le stockage dans le cloud et la coopération d'entreprises extérieures, l'hébergement à l'étranger, la masse de données à examiner ?**

*C'est la liste type de difficultés pour les enquêteurs dans le monde entier. Mais si les données sont stockées dans le cloud, dans la plupart des cas on peut les récupérer. En pratique, ce qui pose le plus de problèmes c'est le chiffrement.*

*Dans l'affaire dont je parlais, celle des terminaux de paiement modifiés, les informations étaient stockées de manière chiffrée. Il a fallu passer quelques semaines à déchiffrer le contenu des terminaux, c'est-à-dire en inverser le fonctionnement pour deviner la clé secrète, avec des techniques d'attaque qui prennent du temps, même si ce n'est pas une difficulté technique insurmontable.*

*Aujourd'hui, tout le monde chiffre tout. On développe les solutions pour se protéger de tout un tas de risques, certains diraient de mystérieux espions américains ou chinois. C'est très bien pour*

*protéger la vie privée. Ça évite de se faire voler des données. Mais l'enquête judiciaire doit avoir lieu.*

*Demain, pour quasiment toutes les enquêtes, il faudra contourner des technologies fortes de chiffrement. Quand l'infraction est commise exclusivement par des moyens numériques, la seule façon de collecter des preuves, c'est de récupérer les données. On va devoir envisager des techniques plus avancées, plus intrusives.*

**Des solutions intrusives, c'est-à-dire ? Briser le chiffrement ?**

*Briser le chiffrement oui, ou bien pour récupérer les données il faut que je puisse aller sur l'ordinateur du suspect qui trafique des stups, pour récupérer les infos au moment où elles s'affichent en clair.*

**Est-ce que vous avez vécu, comme aux Etats-Unis, une défiance des opérateurs privés à l'égard des enquêteurs après l'affaire Snowden ?**

*Non, parce qu'on n'a jamais été dans la même situation. L'opérateur est à la fois un partenaire et un tiers indispensable dans*

*l'enquête. Ils ont des obligations de conserver un certain nombre de données, de répondre à des réquisitions. Les règles sont claires. On discute plutôt de la bonne façon de rédiger précisément les demandes.*

*En revanche, ça peut soulever des questions chez des internautes qui s'y intéressent, et qui émettent des doutes sur notre travail. Expliquer le travail qu'on fait nécessite de la transparence, un dialogue. Il y a de plus en plus de critiques sur l'action qu'on peut mener et les outils dont on a besoin. On est prêts à en parler, tant que les débats sont sereins.*

*C'est un rôle qu'on n'imaginait pas il y a quinze ans. Les services de police agissaient avec les outils qu'ils avaient, il n'y avait pas trop de discussions autour. Ce n'est pas un mal, c'est un métier qui évolue.*



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



### Sud-Gironde : Un logiciel pour analyser **les accidents de la route**

**Où, quand et pourquoi ont-ils lieu ? Les gendarmes analysent au quotidien ces événements pour mettre en place une prévention adaptée.**



Il s'appelle Plir, pour « plan de lutte contre l'insécurité routière ». Ce logiciel est employé par le groupement de gendarmerie de Gironde pour analyser les accidents corporels. Pro des statistiques, Plir aide à la mise en place de dispositifs de prévention.

En Sud-Gironde, les militaires de la brigade motorisée de La Réole et ceux du peloton autoroutier de Langon l'utilisent au quotidien. « Après chaque accident, nous renseignons, entre autres, le lieu, les causes dès qu'elles sont déterminées, et la date. Cela nous permet d'identifier les points noirs, les périodes les plus exposées et les comportements inadaptés des conducteurs pour, ensuite, renforcer notre

présence, au bon endroit et au bon moment », explique le major Bruno Desplat, commandant du peloton autoroutier de Langon, compétent sur l'A 62 (de La Brède aux portes du Lot-et-Garonne) et sur l'A 65 (jusqu'à Captieux). Il en ressort de nettes différences entre les routes secondaires et axes autoroutiers.

La 1 113, toujours un point noir

Commençons par les départementales sud-girondines sur lesquelles on déplore 31 accidents corporels depuis le début de l'année, qui ont fait 39 blessés et trois morts : le 8 janvier, à Ayguemorte-les-Graves, sur la D 1 113 ; le 29 juin, à Bieujac, sur la D 255 ; et le 14 juillet, à Preignac, toujours sur la 1 113. C'est mieux



## ACTU GENDARMERIE INTERNET



qu'en 2013 où 47 accidents avaient coûté la vie à sept personnes et fait 54 blessés.

« La majorité des accidents ont lieu hors agglomération, les lundis et mercredis, entre 16 et 17 heures, et ont pour cause le non-respect des règles de priorité. Arrivent ensuite la vitesse et l'alcool, moins fréquents qu'en 2013 », précise le major Olivier Merlette, commandant de la brigade motorisée de La Réole. Pourquoi les lundis et mercredis ? « Le lundi, c'est la fatigue après le premier jour de reprise du boulot. Le mercredi, la circulation est plus dense avec les activités périscolaires et les jeunes en deux-roues. »

Raison pour laquelle les gendarmes de la BMO sont toujours de sortie, ces jours-là. Et ne se positionnent pas n'importe où. La 1113, ancienne nationale qui traverse d'est en ouest le Sud-Gironde, est leur première cible. « C'est l'axe secondaire le plus fréquenté du secteur et le plus accidentogène. Il ne compte qu'un seul radar fixe, à Virelade, et aucune zone de dépassement », relève Olivier Merlette. Des aménagements semblent nécessaires, notamment à Ayguemorte-les-Graves, à hauteur de l'embranchement permettant d'accéder à l'A 62, là même où une cyclomotoriste de 46 ans a été mortellement fauchée, en janvier. Le Conseil général plancherait sur le sujet.

Série de courbes sur l'A 65

Des aménagements sont aussi à l'étude côté autoroute, sur l'A 65, au niveau d'une série de virages aux abords de Bazas. « C'est le secteur où l'on compte le plus grand nombre d'accidents. Le concessionnaire Aliénor envi-

sage d'installer une nouvelle signalisation », affirme le major Desplat. C'est d'ailleurs non loin de là, à Cudos, le 9 novembre, que s'est produit le seul accident mortel depuis le début de l'année sur le réseau autoroutier. Si le nombre de tués est en nette baisse sur les A 62 et A 65 par rapport à 2013 – un terrible accident avait fait quatre morts, à Aillas –, les accidents y ont doublé : douze contre six, un an plus tôt. « La majorité des cas est liée à des imprudences. L'endormissement et la perte de contrôle sont les deux premières causes d'accident sur autoroute, la vitesse n'arrivant qu'en troisième position. »

« Près d'un tiers a lieu le mardi matin, avec une fréquentation plus importante entre les usagers qui ne travaillent pas le lundi et les camions qui livrent le mardi. Autant se déroulent le dimanche soir, retour de week-end », détaille Bruno Desplat.

**Afin d'endiguer cette progression, les gendarmes du peloton autoroutier ont accru leur visibilité sur ces axes, depuis plusieurs semaines.**

Une présence qui sera encore renforcée dans les jours à venir, avec les transhumances des fêtes de fin d'année.

Source : [www.sudouest.fr](http://www.sudouest.fr)



## PLUS DE

# 400 PERSONNES AIDÉES PAR L'INTERVENANTE SOCIALE DE LA GENDARMERIE DANS LA DRÔME

**Ce poste d'intervenante sociale a été créé il y a un an et demi pour permettre aux personnes touchées par des violences au sein de la famille d'avoir une aide. Ce travail permet de dénouer des situations difficiles et recentrer les gendarmes vers leur mission première.**



## QUI EST CETTE INTERVENANTE SOCIALE AU SEIN DE LA GENDARMERIE ?

**D**ans la Drôme elle s'appelle Sarah Moreau. Elle n'est pas gendarme, elle porte encore moins l'uniforme. Elle a fait des études de psychologie et s'est spécialisée dans les affaires familiales.

**Quel est son rôle ? assistante sociale ? médecin ?** Elle est surtout là pour anticiper la dégradation de certaines situations. Par exemple, 58% des interventions concernent des violences intra familiales. En majorité pour un différend dans un couple ou bien une séparation difficile ou des violences psychologiques. Imaginons une dame qui vient à la gendarmerie parce que son mari est violent. La dame porte plainte auprès d'un gendarme. Sarah Moreau, elle, prend en charge tous les à cotés : comment apporter une aide psychologique, trouver la structure qui pourrait proposer un hébergement ? Et cela, pour la gendarmerie, c'est un gain de temps considérable. Sarah Moreau précise qu'une grosse partie de son temps se passe au téléphone, pour faciliter les mises en relation et faciliter le travail. Mais elle peut aussi rencontrer une femme battue dans la gendarmerie la plus proche de chez elle - dans un délai d'une semaine -, voire la personne mise en cause qui est bien prévenue qu'à ce stade de son travail, il ne s'agit pas d'apporter une sanction de la part de l'intervenante sociale.

**Quels sont les résultats de ce travail, après 16 mois d'activité dans la Drôme ?** Résultats très encourageants car à elle seule, Sarah gère une quarantaine de dossiers tous les mois : déjà 333 situations traitées, 428 personnes en ont bénéficié, en zone gendarmerie. La grande leçon, c'est que beaucoup des personnes rencontrées ne sont pas suivies régulièrement par des services sociaux. C'est donc l'occasion de les mettre en relation ou alors vers une association, un spécialiste médical. Cette intervenante sociale travaille en soutien à la gendarmerie nationale donc les villes de Valence, Romans et Montélimar sous protection de la police ne rentrent pas dans ces statistiques. Mais il existe également une référente qui assure ce travail. Selon les responsables de la gendarmerie qui dressaient le bilan ce lundi, le taux de récidive est faible pour les cas de violences familiales. Sarah, d'une certaine façon, a réussi à désamorcer le problème. Bien consciente qu'il reste encore beaucoup à faire, quand on sait que des femmes ont bien du mal à pousser la porte d'une gendarmerie pour signaler un mari violent ou un problème de drogue ou d'addiction au sein de la famille.

“ Quand les gendarmes interviennent dans un conflit familial, une femme battue par son compagnon ou un jeune confronté à la drogue, ils font appel à elle.

Quand les gendarmes interviennent dans un conflit familial, une femme battue par son compagnon ou un jeune confronté à la drogue, ils font appel à elle. L'an dernier, les militaires ont enregistré 1220 délits concernant ces atteintes à la personne en zone gendarmerie dont 504 dans le cercle familial et c'est bien pour cela qu'ils ont besoin de ses compétences.

► Pour être mis(e) en relation avec l'intervenante sociale dans la Drôme, renseignez-vous auprès de votre gendarmerie qui vous transmettra ses coordonnées.

**VU A LA TELE**

# **GENDARMERIE D'ÉLITE DE DIJON**

## **CARTON D'AUDIENCE POUR LE REPORTAGE CHOC DE M6**



### **BEAU SUCCÈS POUR LE REPORTAGE TÉLÉ DU JOURNALISTE DIJONNAIS BENOÎT LANET !**

1,8 millions de spectateurs ont regardé dimanche 16 novembre dernier sur M6 l'émission Enquête exclusive, qui proposait un reportage sur le PI2G, le peloton d'intervention interrégional de gendarmerie de Dijon. Un sujet de 52 minutes réalisé intégralement (tournage, interview, écriture, montage) par un reporter spécialisé.



# EN IMAGES

## AVEC LES GENDARMES SECOURISTES DES CIMES

Source : le parisien. [www.leparisien.fr](http://www.leparisien.fr)



“ Sur les sommets, ce sont les militaires des 15 pelotons de gendarmerie de haute-montagne, les PGHM, qui viennent secourir les personnes en difficulté.

**S**auveteurs. Ils vouent leur quotidien au secours des montagnards en perdition. Reportage avec les gendarmes de haute montagne de Briançon. La montagne en été n'est pas sans danger. La mort de six alpinistes à Chamonix le 12 août dernier a sonné comme un triste rappel. Sur les sommets, ce sont les militaires des 15 pelotons de gendarmerie de haute-montagne, les PGHM, qui viennent secourir les personnes en difficulté. Dans les Alpes, les Pyrénées, en Corse et à la Réunion, ces secouristes chevronnés interviennent en hélicoptère à toute heure et par tout temps, mettant leur vie en danger pour sauver celle des autres. Nous avons suivi pendant 48 heures les 24 gendarmes du PGHM de Briançon (Hautes-Alpes), plus haute ville de France perchée à 1300 mètres d'altitude, au plus fort de leur activité annuelle.

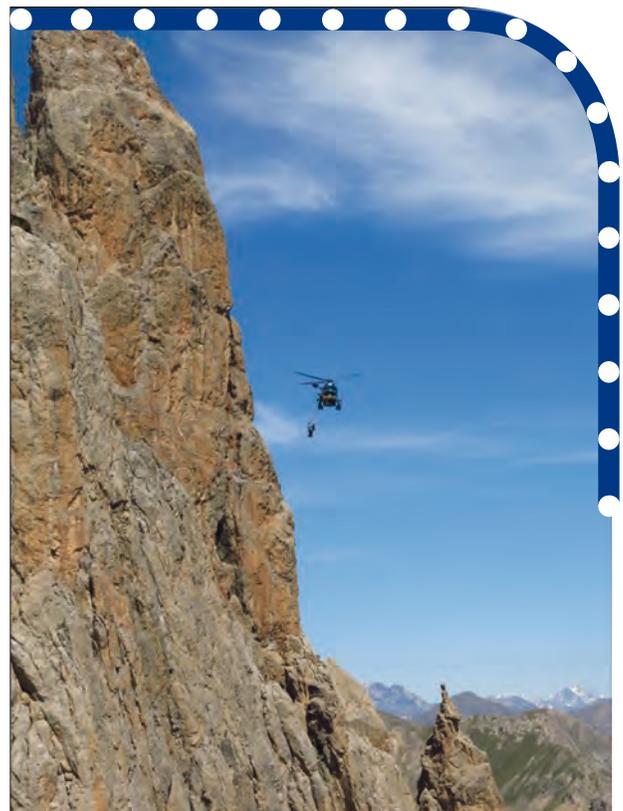


**▶ EN IMAGES**  
**AVEC LES GENDARMES**  
**SECOURISTES DES CIMES**



Si l'été rend les sommets plus attractifs, il n'enlève rien à leurs dangers. En altitude plus qu'ailleurs, le pire n'est jamais loin. La mort de six alpinistes, dont un guide chevronné, le 12 août dernier sur les hauteurs de Chamonix a sonné comme un douloureux rappel. De fait, c'est bien l'été que les 20 pelotons de gendarmerie de haute montagne (PGHM) et leurs hélicoptères bleus connaissent la plus forte activité.

A toute heure du jour et de la nuit, ils répondent aux appels de détresse des montagnards imprudents ou malchanceux, pour une cheville foulée comme pour un dévissage de cordée. Quelques minutes suffisent aux machines et aux militaires secouristes à bord pour s'élancer et porter assistance, quel que soit le relief ou la météo. Pour la victime, l'intervention ne coûte rien. Si ce n'est parfois la vie des sauveteurs. En 1998, deux membres du PGHM de Tarbes sont morts après avoir heurté un câble électrique en vol. Nous avons passé quarante-huit heures avec les gendarmes du PGHM de Briançon, plus haute ville de France, pendant le pic annuel des interventions. Une plongée au plus près du quotidien de ces hommes de loi qui, au maintien de l'ordre, ont préféré la sauvegarde des vies.



“ A toute heure du jour et de la nuit, ils répondent aux appels de détresse des montagnards imprudents ou malchanceux,...



# LE MAIRE PATROUILLE DE NUIT AVEC LES GENDARMES

## Paulhac (31)



Au centre, Didier Cujives prêt pour une patrouille de nuit./Photo DDM

**A**vec le gilet pare-balles, le maire, Didier Cujives, a accompagné le lieutenant Romain Vezin, commandant de la communauté de brigade de L'Union et le lieutenant-colonel de réserve, Jacques Dahan, pour une patrouille de nuit afin de se rendre compte du travail de ces hommes.

Au programme, pas de mission particulière mais un lien constant avec la radio pour répondre à tous les problèmes qui pouvaient se poser au fil de la nuit. Et la nuit fut chargée ! Le territoire de la communauté de brigade de L'Union est vaste, les appels radios ont été nombreux et les interventions multiples. Cette immersion dans le travail de la gendarmerie, a permis à Didier Cujives de faire plusieurs constats : «*J'ai été impressionné par le professionnalisme de la gendarmerie, sa rapidité d'intervention et de*

*la multiplicité des tâches*», souligne-t-il, ajoutant qu'après un appel, une patrouille de gendarmerie met en moyenne neuf minutes pour se rendre sur les lieux. Impressionné aussi par les qualités d'écoute de ces hommes qui agissent avec beaucoup de sang-froid. «*Les gendarmes n'agissent pas seulement dans le domaine de la répression, mais aussi dans la prévention*», précise cet élu.

.....  
| .....  
“ Mieux connaître le fonctionnement de la gendarmerie, c'est nécessaire pour les maires qui sont également officiers de police.  
.....  
| .....

Mieux connaître le fonctionnement de la gendarmerie, c'est nécessaire pour les maires qui sont également officiers de police. C'est la raison pour

laquelle la Communauté des communes des Coteaux du Girou proposera prochainement aux élus une formation réalisée par l'Agence technique départementale du conseil général sur les pouvoirs de police du maire.



# AGRESSION

## LE NOMBRE DE GENDARMES AGRESSÉS A AUGMENTÉ DE PRÈS DE 30% EN 2013

**A**utrefois, il y avait la « peur du gendarme », qui pouvait faire réfléchir avant de commettre un délit. De nos jours, l'on peut se demander si cet effet dissuasif fonctionne encore au vu des statistiques données par l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP) dans son dernier rapport concernant les faits constatés en 2013.

Ainsi, le document avance que, l'an passé, la Gendarmerie nationale « a enregistré un total de 3.654 atteintes commises à l'encontre de son personnel ou de ses biens »

et que les « agressions physiques » sur ses militaires ont représenté « 2.320 faits », ce qui correspond à une hausse de 16,9% par rapport à 2012.

Nb d'atteintes portées à l'encontre des militaires de la Gendarmerie nationale en 2013 selon les départements.

Et d'ajouter : « Ce sont ainsi près de 5.109 personnels qui ont été victimes d'atteintes, soit près de 29,6% de plus que l'année précédente ». En outre, souligne le rapport, « sur la période 2008-2013, sachant que 3315 personnels ont été agressés en 2008, le volume de militaires de la gendarmerie victimes a augmenté de 54,1% ».

Les plus touchés sont les sous-officiers (79% des cas). L'ONDRP précise cependant que si les « officiers apparaissent moins souvent victimes » (111 ont subi une atteinte en 2013), ils « présentent la plus forte évolution sur deux ans (+70,8%) ». Enfin, les « agressions visant les réservistes ont, elles aussi, connu une augmentation de l'ordre de 12,5 % entre 2013 et 2012, avec 90 faits constatés », indique le document. Si aucun décès n'a été déploré dans les rangs de la Gendarmerie (3 l'avaient été en 2012), le rapport compte 1.706 blessés contre 1.342 un an plus tôt, soit une hausse de 27,1%. Dans le détail, 2.268 faits d'agressions physiques ont été constatés sur

des gendarmes alors qu'ils étaient dans l'exercice de leurs fonctions (+16,4%). Les atteintes subies par les militaires alors qu'ils n'étaient pas en service ont augmenté de 40,5% (52 cas). Ces faits sont comptés étant donné que les agresseurs connaissaient leur qualité de membres des forces de l'ordre.

Pour 64% des cas, ces agressions physiques sont commises lors d'interventions visant à faire cesser un trouble à l'ordre public (rixes, dispute familiale, différend de voisinage, forcenés, personnes ivres). Et 16,6% des atteintes concernent les missions de police de la route. Alors que les gendarmes mobiles ont été particulièrement sollicités (notamment à

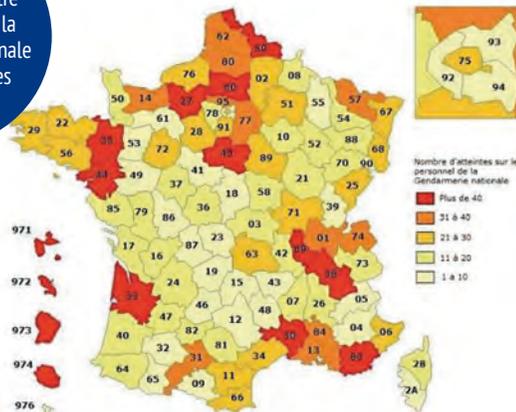
Notre-Dame-des-Landes), 0,9% des agressions ont eu lieu lors d'opérations de maintien de l'ordre.

Dans 629 cas, une arme « par destination » a été utilisée contre les gendarmes (+5%). « En 2013, comme pour les années qui précèdent, c'est le véhicule, utilisé comme moyen de percussion, qui est le plus utilisé par les agresseurs (44,2% des faits). Viennent ensuite les atteintes avec projectiles, de

quelque nature qu'ils soient, présents dans 117 agressions et qui représentaient 18,6% des atteintes avec ce type d'arme », souligne le rapport de l'ONDRP.

Quant aux armes à feu, il en a été fait usage contre les gendarmes dans 8,6% des cas. Enfin, 86 agressions contre les militaires commises avec une arme blanche ont été constatées.

Quant aux atteintes aux biens de la Gendarmerie, leur nombre est également en hausse de 21,1%. Et c'est une tendance qui n'est pas récente puisque l'ONDRP souligne que sa progression en volume sur la période 2008-2013 « a atteint près de 70% ».



Source : Direction générale de la Gendarmerie nationale - Traitement ONDRP



# LA GLACERIE

## PREMIÈRE PIERRE POUR LA GENDARMERIE

La Manche / Basse Normandie

**La première pierre de la future gendarmerie de La Glacerie a été posée ce vendredi 12 septembre en présence du ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve et du Général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale.**



C'est une grande date pour la commune de La Glacerie. Vendredi 12 septembre, le maire Jean-Marie Lincheneau ne cachait pas sa joie pour la pose de la première pierre de la future gendarmerie, en présence du ministre de l'Intérieur Bernard

Cazeneuve et du général Denis Favier, directeur général de la Gendarmerie nationale.

Confié à Presqu'île Habitat, le projet de la nouvelle gendarmerie se veut comme une solution d'accueil nouvelle pour les gendarmes. Première particularité, ces nouveaux locaux accueilleront la compagnie de gendarmerie départementale, l'escadron de gendarmerie mobile, la brigade de recherches et le Peloton de surveillance et d'intervention (PSIG).





## ▶ LA GLACERIE PREMIÈRE PIERRE POUR LA GENDARMERIE



“ Devant les nombreuses autorités rassemblées, il a tenu à rappeler qu'entre 2007 et 2012, 13 000 postes ont été supprimés chez les policiers et les gendarmes.

### 25,7 MILLIONS D'EUROS

Au total, le site de la Fieffe pourra loger près de 130 familles. 128 logements allant du T2 au T6 répartis en trois hameaux occuperont les 9 500 m<sup>2</sup> de surface habitable. Les bureaux disposeront de 682 m<sup>2</sup> et les locaux techniques de 1480 m<sup>2</sup>. Le coût pour l'ensemble du projet s'élève à 25,7 millions d'euros pour une livraison en 2016. Pour le ministre, la pose de cette première pierre était également le moyen de réaffirmer son *“respect pour le travail difficile qu'accomplissent les gendarmes, policiers, militaires et pompiers”*.

Devant les nombreuses autorités rassemblées, il a tenu à rappeler *“qu'entre 2007 et 2012, 13 000 postes ont été supprimés chez les policiers et les gendarmes. Le gouvernement actuel crée 500 postes par an. De plus, nous avons pris des crédits de fonctionnement afin que policiers et gendarmes aient les moyens de travailler”*.

En conclusion, Bernard Cazeneuve a de nouveau assuré qu'il ne se présenterait plus à aucune élection. *“D'autres élus ont pris ma place et remplissent leur mission. Il ne sert donc à rien de faire campagne contre moi”*, a-t-il affirmé en souriant, avant d'ajouter : *“Quand vous m'inviterez à l'inauguration de la gendarmerie en 2016, je peux vous dire que je viendrai. En revanche je ne sais pas dans quelles conditions. Cependant, vu que ce n'est pas pour ma fonction mais par affection que vous me conviez, soyez certains que je reviendrai par fidélité pour ce territoire”*.





# LE PSPG D'AVOINE

## UN GIGN DES CENTRALES NUCLEAIRES

**Empêcher les attaques terroristes qui viseraient la centrale de Chinon. C'est la mission des gendarmes du peloton de surveillance et de protection d'Avoine.**



Chaque jour, les gendarmes du PSPG d'Avoine s'entraînent, à la centrale ou « hors site ».

**U**n commando de six kamikazes ceinturés d'explosifs pénètre dans l'enceinte de la centrale de Chinon. Leur cible : l'un des réacteurs en phase de production. Le scénario n'est que celui d'un exercice pour le peloton de surveillance et de protection de la gendarmerie (PSPG) d'Avoine. Mais l'idée d'une menace potentielle ne les quitte pas.

Chaque jour, une cinquantaine de gendarmes s'entraînent dans les allées de la centrale nucléaire de Chinon. Avec une idée fixe : « *Être excellent le jour où ça arrivera.* »

Le mot d'ordre est signé du capitaine Hugo Dorlin. A 30 ans, c'est lui qui assure le commandement de ce peloton surentraîné créé en 2009. Sa mission : empêcher tout dessein terroriste qui viserait le centre nucléaire de production d'électricité de Chinon.

Là, une équipe de cette unité d'élite est campée jour et nuit à proximité des « points vulnérables » de la centrale. Des points vulnérables ? « C'est secret défense », s'excuse le capitaine Dorlin. La preuve que la menace reste prégnante. « *Les gens contre lesquels nous nous battons sont des terroristes déterminés et prêts à tout* », lâche-t-il. Comprendre : prêts à mourir.

**“Chaque soir, je me dis que c'est pour cette nuit”**

Les derniers attentats déplorés en France remontent à 1995, à Paris. Pas question pour autant de lever le pied. « *La menace est invisible, mais pourtant bien présente* », répond le patron de ce GIGN des centrales nucléaires.

“ Les derniers attentats déplorés en France remontent à 1995, à Paris. Pas question pour autant de lever le pied. « La menace est invisible, mais pourtant bien présente », répond le patron de ce GIGN des centrales nucléaires.



« Là, une équipe de cette unité d'élite est campée jour et nuit à proximité des « points vulnérables » de la centrale.



Le capitaine Hugo Dorlin

*Alors, il faut s'entraîner sans cesse, imaginer le pire souvent. C'est qu'on appelle dans le jargon, le maintien en condition opérationnelle.* « Chaque soir, je me couche en me disant : "C'est pour cette nuit", reconnaît sans rire le capitaine Dorlin.

Une épreuve de chaque instant, physique et nerveuse. « Il faut être équipé », reconnaît un ancien instructeur.

Devant la vitrine de bombes artisanales et de calibres exposés à l'entrée du peloton, quelques militaires évoquent leurs faits d'armes.

Certains ont tiré un trait sur une vie de brigade ou de GIGN en épousant celle du PSPG. D'autres, comme le capitaine Dorlin, se sont illustrés au cours d'« opex » (opérations extérieures). Autant d'illustrations suffisantes à ce que « le stress reste au bon niveau ». Car la menace ne prévient pas.

### Hugo Dorlin, de l'Afghanistan au Véron

Deux ans après son arrivée au PSPG d'Avoine, le capitaine Hugo Dorlin est devenu le patron de l'unité de contre-terrorisme. Titulaire d'une maîtrise de droit privé et sciences criminelles, Hugo Dorlin a rejoint l'école de Melun pour suivre sa formation d'officier avant d'être affecté à la mobile, à Sélestat. Pendant quatre ans, il a assuré le commandement du peloton de maintien de l'ordre et a effectué plusieurs missions à l'étranger, en Afrique du Sud et en Afghanistan notamment.

(Pour intervenir sur les lieux stratégiques de la centrale, une obligation : « parler le nucléaire ».)



(Une bombe artisanale désamorcée, exposée dans la vitrine du PSPG d'Avoine.)



# CLERMONT L'HÉRAULT

## LA NOUVELLE GENDARMERIE DEVRAIT ÊTRE LIVRÉE EN 2017

**L**e projet de construction d'une nouvelle gendarmerie pour la brigade de Clermont-l'Hérault avance à grand pas.

Après avoir été oublié au fond d'un tiroir par l'ancienne municipalité, ce qu'explique Christophe Alcazar, conseiller municipal délégué à la sécurité. Alors que l'idée maîtresse avait été validée par la Direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN), aucune suite n'avait été donnée. « Après notre mise en place en avril 2014 nous avons repris ce projet sans pouvoir le modifier car la date limite était juin 2014, mais nous avons obtenu de la gendarmerie un délai supplémentaire de un an soit juin 2015 pour le finaliser. Nous avons démontré



La gendarmerie actuelle avec des Algecos comme bureaux. JAP



Vue du terrain de la future Gendarmerie. JAP

**Le coût total de l'opération est de 5 700 000 €. Une subvention de l'Etat de 646 000 €, va couvrir l'achat du terrain. La commune va supporter seule les emprunts pour financer la construction.**

que nous voulions garder la gendarmerie sur notre commune, et donc tous les intervenants ont faits un effort dans le même sens». Reste aujourd'hui à acheter le terrain ce qui sera fait rapidement les fouilles géothermiques étant terminées, puis à obtenir un permis de construire.

« A ce jour, 75 cabinets d'architectes ont répondu à l'appel d'offre. Hérault Aménagement va nous aider à en retenir trois. Ensuite le jury choisi en conseil municipal aura jusqu'à juin 2015 pour en sélectionner un ». Ce dernier sera ensuite présenté à la DGGN qui promet une réponse rapide. Si tout va les travaux de voirie et les appels d'offres à la construction seront lancés dès septembre 2015 pour une pose de première pierre début 2016 et une livraison en 2017. Le terrain de 11 000 m<sup>2</sup> fait face à la résidence Ronzier Joly de l'autre côté de la D.609, route de Montpellier. Il sera amputé d'un bassin de rétention et d'un transformateur EDF. La DGGN demande 8620 m<sup>2</sup> ce qui laisse une réserve foncière pour un agrandissement. Un rond-point d'accès sera créé sur la D.609, qui sera déclassé en boulevard urbain. Les bâtiments de service seront en bord de route et les pavillons des familles sur l'arrière. Toujours selon les souhaits de la DGGN dix-sept maisons accolées identiques seront réalisées pour seize gendarmes et une pour les auxiliaires, soit 2 000 m<sup>2</sup> de construction.

Le coût total de l'opération est de 5 700 000 €. Une subvention de l'Etat de 646 000 €, va couvrir l'achat du terrain. La commune va supporter seule les emprunts pour financer la construction. Mais très vite l'équilibre se réalisera avec un loyer annuel de 213 500 € de la gendarmerie. Ce projet n'entraînera aucune augmentation des impôts.



## LA GENDARMERIE DE CHARLEVILLE-MÉZIÈRES MENACÉE DE DISPARITION

**ARDENNES.** La compagnie de gendarmerie de Charleville-Mézières serait menacée de disparition, croit savoir Pierre Cordier. L'élu a fait part de ses craintes au ministre de l'Intérieur.

hier : « À ma connaissance, ce n'est pas à l'ordre du jour. Il faut attendre la réponse du ministre pour en savoir plus. » De son côté, le préfet Frédéric Perissat faisait savoir qu'il ne souhaitait « pas communiquer à ce stade ».

### M. Le Maire Ravignon « pas au courant »

Mais Pierre Cordier n'en démord pas. Le maire de Neufmanil résume d'ailleurs à Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, le scénario d'une telle mesure. Selon l'élu, cette décision « *conduirait nécessairement à un transfert de compétences sur les brigades environnantes, à savoir Nouzonville-Monthermé, Renwez, Flize, Rocroi... Or, elles connaissent également des difficultés avec parfois un effectif qui n'est pas au complet (...). Par ailleurs, il ne serait pas acceptable que la brigade de recherche et le PSIG (Peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie, ndlr) de Charleville-Mézières soient également directement concernés et disparaissent en même temps.* »

Selon Pierre Cordier, toujours, une fois décomptés les effectifs redéployés, la fin de la compagnie entraînerait « *entre 20 et 30 suppressions de postes* ». « *Monsieur le Ministre, écrit-il, le département des Ardennes a besoin de ces personnels, qui sont, la plupart du temps, des personnels qui sont sur le terrain, au plus proche de populations souvent vulnérables, dans un contexte économique et social particulièrement difficile. Nous ne pouvons l'accepter* », écrit l'élu, qui demande au ministre de « *renoncer à cette suppression de compagnie* ».

Sollicité, le maire Boris Ravignon a confié hier « *ne pas être au courant d'un tel projet* ». « *Mais s'il venait être avéré, ajoute-il, j'y serais fortement hostile. Je ne pourrais qu'être consterné par une telle diminution dans les effectifs et les moyens destinés à garantir la sécurité des habitants de Charleville-Mézières.* »

**L**es 91 membres de la compagnie de gendarmerie du chef-lieu ont-ils une épée de Damoclès au-dessus de leur tête ? Pierre Cordier en est convaincu et il le fait savoir. En se basant sur des sources « très fiables » au sein de la gendarmerie, celui qui est par ailleurs président du SDIS 08 (les pompiers) redoute que la compagnie carolomacérienne ne soit rayée de la carte.

Le courrier qu'il a adressé le 10 novembre place Beauvau, avec copie au préfet des Ardennes, commence ainsi : « *Je me permets de vous écrire concernant la suppression possible de la compagnie de gendarmerie de Charleville-Mézières. Selon les informations en ma possession, il semblerait que cette suppression soit à l'étude et soit envisagée par vos services à moyen terme.* »

Venant d'un élu présent à la fois à l'agglomération, au conseil général (canton de Nouzonville), et à la Région, l'information, qu'il juge « *suffisamment sérieuse pour avoir alerté le ministre* », a de quoi inquiéter. Même si, à ce jour, elle n'est pas confirmée. Le colonel Christian Fillon, patron des gendarmes ardennais, indiquait

## LA NOUVELLE GENDARMERIE SORTIRA DE TERRE À PARTIR DE 2017

Les travaux de la future gendarmerie de Brioude, qui sera située route de Saint-Flour, débiteront en 2017. Deux années de chantier seront nécessaires.

La municipalité a confirmé, cette semaine, l'avancement du projet de construction de la nouvelle caserne de gendarmerie à Brioude. Les locaux et logements

actuels étant « *obsolètes* », comme le souligne le maire Jean-Jacques Faucher, « *il nous fallait l'accord du ministre de l'Intérieur* ». C'est désormais chose faite puisque, le 8 septembre, Denis Labbé, préfet de la Haute-Loire, a informé que le ministre de l'Intérieur validait ce projet. « *Aujourd'hui, le projet a été défini dans ces grandes lignes* », continue le maire. Après deux années et demi de démarches, les travaux de la nouvelle caserne devraient débiter route de Saint-Flour, sur un terrain de 11 300 m<sup>2</sup> cédé par la Ville, début 2017 et pour une durée de deux ans. Le programme de construction prévoit 1.000 m<sup>2</sup> de locaux de services, 27 logements et 7 studios. Une opération qui est estimée à 6,5 millions d'euros.





# GIGN

## CHANGEMENT À SA TÊTE

Le colonel Hubert Bonneau, commandant en second du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN), a pris lundi ses fonctions de chef de cette unité d'élite, où il remplace le général Thierry OroSCO.

Ce saint-cyrien de 47 ans avait rejoint en 2011 le GIGN, après avoir notamment dirigé la section de recherches de Rennes, la compagnie de Papeete et celle de Corse-du-Sud.

Le général de brigade Thierry OroSCO a quitté la gendarmerie pour rejoindre Cofely-Ineo, une filiale du groupe GDF-Suez, spécialisée dans le génie électrique.



## DRONES LES GENDARMES S'ENTRAÎNENT AU MAINTIEN DE L'ORDRE AVEC DES DRONES



Et si c'était eux ? En feuilletant le numéro 371 de Gend'info, le mensuel de la gendarmerie nationale, on apprend que les hommes bleus s'essayaient à la manipulation des... drones ! Amusant en ces temps de survols mystérieux des centrales nucléaires de l'Hexagone. Serait-ce une galéjade de quelques aspirants pour faire transpirer leurs supérieurs ? Il y a peu de chance. En réalité, les drones représentent un réel intérêt dans les opérations de maintien de l'ordre. Gend'info énumère les qualités de ces petits aliens : qualité des images transmises, géoréférencement, discrétion lors du survol (tiens, tiens, tiens), et facilité de déploiement.

Le colonel Jérôme Bisognin, chargé de projets à la Sous-direction de la sécurité publique et de la sécurité routière (SDSPSR), précise que «le départ des images en temps réel permet la prise de renseignements en amont et l'anticipation des actions de l'adversaire. Le commandant opérationnel peut adapter sa manœuvre en conséquence». Des expérimentations de ce type ont déjà eu lieu au sein de la police judiciaire. La priorité, désormais, est de «faire évoluer» la réglementation aérienne avec la Direction générale de l'aviation civile (DGAC) et de statuer sur «les problèmes relatifs aux atteintes à la vie privée et à la sécurité des personnes». A quand le contrôle d'alcoolémie réalisé par un drone ?



## DES ÉLUS DE L'ARRONDISSEMENT DE BRIOUDE EN VISITE AU GROUPEMENT DE HAUTE-LOIRE

Une quinzaine de nouveaux maires de l'arrondissement de Brioude ont découvert le fonctionnement du groupement de gendarmerie de Haute-Loire. De Vieille-Brioude, Jax, Villeneuve-d'Allier, Ally ou d'autres communes de l'arrondissement de Brioude, une quinzaine de nouveaux maires se sont déplacés en fin de semaine dernière au groupement de gendarmerie de Haute-Loire, au Puy-en-Velay.

Répondant à l'invitation du lieutenant-colonel Jérôme Patoux, patron des gendarmes de Haute-Loire, ils sont venus découvrir l'institution altiligérienne, via certains de ses services comme le centre opérationnel de renseignements de la gendarmerie (CORG) ou encore la cellule d'identification criminelle. « Vous devez pouvoir compter sur vos gendarmes », leur a indiqué le lieutenant-colonel Patoux qui « accorde une importance toute particulière » sur la relation entre les maires et la gendarmerie. Une présentation de la gendarmerie départementale, dans le détail et chiffrée, montre que sur les 260 communes de Haute-Loire, 254 dépendent du secteur gendarmerie, ce qui représente 190.000 habitants sur 224.000 dans le département. Un zoom sur l'arrondissement de Brioude, hors La Chaise-Dieu qui fait partie de la compagnie du Puy-en-Velay, retient que l'effectif totalise 80 militaires (366 en Haute-Loire), répartis dans trois communautés de brigades (Sainte-Florine, 16 ; Brioude, 22 et Langeac, 20) soit neuf brigades territoriales, sans oublier le Psig (peloton de surveillance et d'intervention de la gendarmerie) et une brigade de recherche. Le Brivadois accueille également une brigade motorisée, basée à Lempdes-sur-Alla-



gnon. Toutes ces unités peuvent faire appel, en cas de besoin, aux équipes cynophiles du Puy-en-Velay et d'Yssingeaux, au laboratoire de police scientifique du Puy-en-Velay... Et même aux réservistes, près de cent cinquante en Haute-Loire qui, selon le commandant du groupement, « permettent d'accroître les présences sur le terrain ». Quant à l'activité, elle est moins élevée sur Brioude que sur les deux autres arrondissements. Ainsi, le taux d'atteinte aux biens se situe à 14,8 faits pour 1.000 habitants (23,3 au niveau national). Les atteintes à personnes : 3,46 faits pour 1.000 habitants (4,68 en France) et les cambriolages : 2,57 faits (5,18 en France).

### 115 appels par jour

Une visite de la salle de veille au CORG a permis aux élus de découvrir son fonctionnement, dont la centralisation des appels d'urgence, des alarmes et des informations opérationnelles ou encore la gestion des interventions en zone gendarmerie. En 2013, les opérateurs ont reçu 53.776 appels, qui se sont traduits par 7.139 engagements. Dix ans plus tôt, en 2003, les appels dépassaient à peine les 40.000 pour 4.034 engagements.

La moyenne journalière s'établit à 115 appels, 20 interventions avec un délai moyen de 13 minutes.

Jean-Luc Chabaud

## LA GENDARMERIE AU SALON DES MAIRES



La gendarmerie participe au salon des maires et des collectivités locales, qui se déroule les 25, 26 et 27 novembre 2014 au parc des expositions, Porte de Versailles (Hall 2-1) à Paris. L'Institution sera présente sur un espace intégré à celui du ministère de l'Intérieur, aux côtés d'autres entités du ministère. Cet événement est une occasion exceptionnelle de renforcer les liens avec les élus, en dialoguant avec eux sur des thèmes qui concernent la gendarmerie, en les renseignant et en les sensibilisant sur des sujets d'actualité dans lesquels l'Institution prend une part active.

À l'occasion de cette nouvelle édition, le général Didier Bolot, chef du Sirpa-gendarmerie, abordera la stratégie numérique de la gendarmerie, et notamment sa présence sur les réseaux sociaux (Hall 5-1 salle 51). Nous sommes allés à la rencontre de madame le maire de la Ferté Saint Aubin. Au-delà des relations traditionnelles mais essentielles que la gendarmerie entretient avec les élus, la maire explique aussi l'intérêt pour tous d'investir les réseaux sociaux.

Retrouvez cet entretien ici <http://youtu.be/cRSW9LIacmM> external link

► Des informations complémentaires peuvent être obtenues sur le site Internet du salon : [www.salondesmaires.com](http://www.salondesmaires.com)



## POURQUOI ADHÉRER ?

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes.

Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires.

Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien.

Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie - BP 09 - 23210 BENEVENT-L'ABBAYE - 05.55.62.69.01 - [www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)

<input type="checkbox"/> J'adhère à l'AAMFG pour l'année .....	<input type="checkbox"/> Parrainage : .....
Nom et prénom : .....	<input type="checkbox"/> Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).
Adresse : .....	Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :
Code postal et ville : .....	<b>AAMFG – Service des Adhésions</b>
Téléphone : ..... Portable : .....	<b>BP 09</b>
E-mail : .....	<b>23210 BENEVENT-L'ABBAYE</b>
Cotisation annuelle : 15 € (1)	
Don de soutien à l'association : ..... (2) <i>(montant libre et facultatif)</i>	
Total du paiement (=1 + 2) : ..... (3) par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG	